



L'INFLUENCE DE L'IRAN AU TRAVERS DU CHIISME

Mode opératoire, succès et limites de la politique pro-chiite iranienne

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Thierry DUFOUR
dans le cadre du séminaire « Moyen-Orient »

Sous la direction de Monsieur Pascal Le Pautremat

Mars 2006

L'INFLUENCE DE L'IRAN AU TRAVERS DU CHIISME
Mode opératoire, succès et limites de la politique pro-chiite iranienne

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LE PANCHIISME, UNE CARTE SEDUISANTE POUR TEHERAN

Les chiites à travers le monde

Des minorités en quête de soutien

Une nécessité pour l'Iran

DEUXIEME PARTIE : COMMENT L'IRAN ETEND SA TOILE ?

Les principaux acteurs du pouvoir

Une influence tous azimuts

Les réussites de l'Iran

TROISIEME PARTIE : LES LIMITES DU PANCHIISME

Une « Polynésie confessionnelle »

L'exemple iranien en question

Quand l'Iran regarde au-delà du chiisme

INTRODUCTION

L'Iran se trouve aujourd'hui au cœur de l'actualité. Enjeu d'une âpre bataille diplomatique, il est engagé dans un bras de fer avec la communauté internationale et se rêve en puissance nucléaire : la République islamique fait trembler le monde. Un président démocratiquement élu appartenant au camp conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, multiplie les provocations à l'encontre d'Israël en des termes qui n'ont rien à voir avec le discours policé des chancelleries diplomatiques. L'Iran est aussi en première ligne en Irak où les Américains constatent tous les jours l'influence de Téhéran dans la gestion quotidienne de la crise irakienne.

Un autre phénomène géopolitique majeur lié à l'évolution du monde musulman a vu le jour ces dernières années : il s'agit du réveil du chiisme. Hier religion de minorités persécutées et pauvres, sans pouvoir politique, le chiisme connaît un renouveau général qui lui permet de devenir une donnée géopolitique incontournable. L'accès au pouvoir de la majorité chiite en Irak grâce au jeu démocratique, le récent succès du Hezbollah libanais aux élections municipales ou même le rayonnement de la communauté chiite au Pakistan d'où proviennent la majorité des élites de Karachi, comme madame Benazir Butto, sont le signe que, partout, les chiites relèvent la tête.

Or l'Iran, unique Etat chiite au monde, se présente comme le défenseur de l'ensemble des croyants, seul capable de fédérer les différentes communautés chiïtes. Grâce à son clergé et à ses centres de théologie, son influence sur le monde chiite est indéniable. Quelle est la réalité de cette influence ? Verra-t-on s'instaurer, comme les Etats sunnites voisins le craignent, un croissant chiite de l'Irak jusqu'au Emirats du Golfe en passant par le Liban sous la conduite de Téhéran ? Peut-on parler de l'avènement d'un « grand chiistan » comme le suggère Alexandre Adler ou le chiisme est-il si divisé que l'influence iranienne sur l'ensemble de ces communautés est pratiquement négligeable, comme le pense Gilles Kepel ? C'est cette relation d'influence de l'Iran sur l'ensemble des communautés chiïtes du monde qu'il importe de préciser ici.

Comment se manifeste cette influence et quels en sont les contours ? Le chiisme fera-t-il de l'Iran la puissance majeure du Moyen-Orient ou sera-t-il une carte comme une autre dans le jeu de la République islamique, une carte somme toute secondaire ?

L'Iran des mollahs véhicule un certain nombre d'images négatives qui peuvent venir brouiller une juste perception de son action. Théocratie révolutionnaire qui rêve d'exporter son modèle afin de faire triompher la vérité chiite dans le monde, la République islamique d'Iran a affronté l'Occident, dès le début de son existence, par la prise d'otages de l'ambassade américaine, sorte d'acte inaugural du nouveau pouvoir. Les images régulièrement retransmises à la télévision des cérémonies de l'*Ashura*, pendant lesquelles les fidèles honorent le martyr d'Hussein par des pratiques d'auto-flagellation, peut produire chez l'observateur occidental peu au fait de cette religion une impression déplorable. Le soutien aux mouvements radicaux du Moyen-Orient et

l'utilisation avérée du terrorisme au cours des années 80 ont fini de discréditer le régime auprès des Occidentaux. Il faut ajouter que le chiisme est une religion mal connue en France, ce qui est moins le cas dans le monde anglo-saxon confronté depuis de nombreuses années au chiisme par son histoire coloniale. Il importera donc tout au long de cette étude, autant vis-à-vis de l'Iran que du chiisme, de dépasser les *a priori* et d'essayer de se démarquer d'une perception purement occidentale.

Le panchiisme représente à l'évidence une carte séduisante pour l'Iran et Téhéran n'hésite pas à la jouer. Cela lui permet, parfois, de tenir un rôle de premier plan. Mais cette politique pro-chiite trouve aussi ses limites et l'Iran doit chercher ailleurs le moyen de peser à long terme sur les destinées de la région.

PREMIÈRE PARTIE : LE PANCHIISME, UNE CARTE SEDUISANTE POUR TEHERAN

Les chiites ont longtemps été une communauté brimée et maintenue sous l'étroit contrôle des sunnites à travers le monde. Dès sa création, le chiisme a été une religion de persécutés et d'exclus. Pourtant, au regard du nombre des croyants et de l'implantation géographique des différentes communautés chiïtes, ce vaste ensemble représente une puissance potentielle de premier ordre. Les minorités chiïtes, souvent isolées au cœur de populations majoritairement sunnites, sont en quête de reconnaissance et de soutien. L'Iran, seule puissance résolument chiïte depuis le XVI^e siècle, a tout intérêt à jouer cette carte du panchiisme pour imposer sa vision du monde tout en développant sa capacité d'influence.

11. Les chiïtes à travers le monde

11.1. Les origines du chiisme

Le chiisme est la principale branche dissidente de l'Islam. Les causes de cette dissidence sont liées à un problème de succession plus qu'à des divergences d'ordre doctrinal. Le chiisme, comme le sunnisme majoritaire, se caractérise en effet par la croyance en un Dieu unique et une même référence au message du prophète Mahomet. Des problèmes de succession se sont fait jour dès la mort de ce dernier. Il convenait alors de confier la direction de la communauté musulmane dans le domaine politique comme dans le domaine religieux. Les premiers califes, qui combinaient, à l'instar de Mahomet, les deux fonctions de chef religieux et de chef politique, furent désignés parmi les compagnons du Prophète. Ils furent appelés les « bien Guidés ». Mais les califes suivants furent choisis par élection à l'extérieur de la famille du Prophète. Les chiïtes dans leur ensemble considèrent que la fonction califale aurait dû revenir à Ali, cousin et gendre du Prophète, mari de Fatima. La *Chi'a*, le parti d'Ali, défendait de fait un certain légitimisme dynastique.

Les chiïtes attribuent à Ali une sainteté éminente et un rôle presque égal à celui du Prophète. Ils lui confèrent un droit absolu à la direction spirituelle de la communauté, ainsi qu'à ses descendants en ligne directe, les imams, choisis selon un principe héréditaire. Leur place est centrale pour le chiisme, puisqu'ils continuent le cycle des prophètes qui, pour les sunnites, est clos avec Mahomet.

Un événement allait consacrer la rupture définitive entre chiïtes et sunnites : ce fut le meurtre de Hussein, l'un des fils d'Ali et troisième imam selon les chiïtes. Poursuivi par le calife Omeyyade Yazid, il fut cerné à Kerbala en octobre 680. Malgré la soif, il résista longtemps avec ses soixante-douze compagnons, mais il fut finalement tué. Kerbala est devenu depuis une des villes saintes du chiisme. La résistance et le martyre de Hussein jouent un rôle crucial dans la mythologie chiïte. La fête annuelle d'*Ashura*, avec ses cérémonies expiatoires spectaculaires, célèbre le geste de Hussein. Le chiisme, par son culte des saints et des martyres, est une religion du désespoir, dont l'approche du sacré le distingue du sunnisme : le croyant ne se retrouve pas seul face à un Dieu lointain. Il dispose d'intermédiaires, soit le représentant du magistère religieux sur terre, soit le Saint lui-même

à qui les croyants viennent porter leurs prières dans les mausolées. Yann Richard, dans son livre sur l'Islam chiite, précise : « si le massacre de l'imam a pris une telle place dans la sensibilité religieuse de ces musulmans qui furent mis en minorité, puis persécutés par les sunnites et qui durent pendant des siècles – hormis quelques intermèdes – vivre dans la clandestinité, c'est qu'il correspondait à l'attitude d'échec qui était la leur. Il justifiait le fait d'être vaincu et permettait une revanche morale dont l'achèvement était rejeté jusqu'à la fin des temps »¹. Les minorités chiites se retrouvent autour d'une même sensibilité, d'une même lutte pour la justice sur cette terre nées du sentiment partagé de faire partie des pauvres persécutés. « Le monde chiite, après des siècles d'assoupissement, se réveille »² comme le note François Thual, et il a soif de reconnaissance et de justice. Dans ce contexte, la solidarité chiite devrait pouvoir, au moins en théorie, s'exprimer pleinement.

11.2. Une puissance démographique

Les musulmans sont plus d'un milliard aujourd'hui dans le monde. Sur ce milliard de croyants, entre 10 et 12 % sont chiites, ce qui représente une population totale de 140 millions de croyants³. D'après l'édition la plus récente du CIA World Factbook, qui constitue une référence en la matière, les chiites représentent entre 60 et 65% de la population en Irak (soit 15 millions d'habitants), 10% en Arabie Saoudite (environ 2 millions), 30% au Koweït (environ 300 000), 70% dans l'émirat du Barheïn (environ 220 000), 19% en Afghanistan (environ 5,4 millions) et 20% (32 millions) au Pakistan⁴. Au Liban, les chiites représentent plus du tiers de la population, avec un million d'habitants, et constituent la communauté disposant de la plus forte natalité. Ils ont acquis une nouvelle légitimité politique face à la puissance financière des maronites et à l'alliance syrienne incarnée par les sunnites en devenant la première communauté libanaise sur le plan démographique. Les chiites sont également nombreux en Inde, où l'on dénombre 25 millions de croyants, en Turquie, avec une minorité forte de 16 millions d'individus et en Syrie où les chiites alaouites comptent quelque quatre millions de fidèles. Quant à l'Iran lui-même, pays de 60 millions d'habitants en 1996, il a vu sa population passer à environ 70 millions dont 55 millions de chiites.

11.3. Une région clé du monde

Outre le poids non négligeable des communautés chiites, qu'il est par ailleurs toujours difficile d'estimer lorsqu'elles vivent dans des pays majoritairement sunnites, le chiisme se distingue dans sa répartition géographique : les communautés chiites occupent une des régions clé du monde contemporain. En effet, la zone du Golfe persique, où gisent les trois-quarts des réserves pétrolifères du monde, est peuplée par environ 70 % de chiites. La région du Hasa par exemple, située en Arabie Saoudite, région qui concentre l'essentiel des gisements de pétrole du Royaume, est principalement peuplée de chiites. Ces populations, très souvent constituées par les prolétariats

¹ RICHARD Yann, *L'Islam chi'ite*, Paris, Fayard, 1991, p.48.

² THUAL François, *Géopolitique du chiisme*, Paris, Arléa, 1995, p.10.

³ THUAL François, *op.cit.*, p.16

⁴ BEBAT Alexis, « La maison-Blanche face au défi iranien », *Politique Internationale*, printemps 2007, p.182.

urbains ou ruraux de cette zone, sont un défi permanent pour les pays du Golfe, tous à majorité sunnites. Le chiisme constitue une donnée géopolitique centrale par le nombre de ses fidèles et leur localisation dans une région vitale pour l'économie des grandes puissances.

12. Des minorités en quête de soutien

12.1. Une religion des exclus

Chacune des communautés chiites représente dans son pays une minorité religieuse d'importance variable. Tenus à l'écart des centres de pouvoir, souvent déshérités, les chiites ont dès l'origine été persécutés par la puissance sunnite qui acceptait mal cette vision de l'Islam et ce conflit de légitimité à la tête des croyants. Cette persécution et ce statut de minorité sont intimement liés au chiisme. Ce dernier, pour éviter de disparaître, a été obligé de permettre à ses fidèles d'utiliser la *taqiya*, ou dissimulation mentale, qui justifiait le mensonge de survie. Les chiites étaient ainsi autorisés à ne pas avouer leur foi imamite et à poursuivre dans le plus grand secret leur pratique religieuse à l'abri du regard des musulmans sunnites. Les populations persécutées ont souvent trouvé refuge dans les montagnes, là où il était plus aisé de se défendre. Ainsi en est-il des communautés druzes du Liban ou de Syrie, ou encore des populations hazaras d'Afghanistan. Cela explique également l'existence du Djebel Alaouite en Syrie ou la montagne Zeydite, autre branche du chiisme implantée au Yémen. Comme le souligne Yann Richard, « un chiite libanais ou irakiens peut-il oublier que l'Iran est le seul pays où sa religion soit vraiment dominante ? »⁵. Pour la plupart de ces communautés, l'Iran exerce une véritable fascination. Grâce à la religion, elles trouvent en effet un protecteur extérieur puissant, à même de compenser leur pauvreté et leur isolement. Les chiites pakistanais, comme leurs homologues indiens, aigris par les brimades qu'ils subissent de la part de la majorité, notamment à l'occasion des célébrations de l'*Ashura*, pendant lesquelles ils cherchent à organiser chaque année des deuils spectaculaires qui choquent les sunnites, sont fortement attirés par la protection iranienne. Ce fut aussi le cas des chiites libanais durant les années 1980 et 1990, ou des Hazaras afghans. L'Iran a traditionnellement accepté de se présenter comme le protecteur des chiites à travers le monde. Le Shah d'Iran lui-même se présentait comme le défenseur de l'ensemble des croyants. Il n'était pas rare, comme le rapporte Yann Richard, de trouver des portraits du Shah d'Iran dans les maisons des familles chiites déshéritées du Sud Liban⁶.

12.2. Tensions entre sunnites et chiites

Les tensions qui ont existé entre le chiisme et le sunnisme dès les origines demeurent aujourd'hui extrêmement fortes, comme en témoigne la situation en Irak et le récent attentat contre le mausolée chiite de Samarra. La solidarité intercommunautaire trouve là certainement de quoi se nourrir. Les différences entre ces deux familles de l'Islam reposent principalement sur des divergences d'ordre

⁵ RICHARD Yann, op. cit., p. 103.

⁶ RICHARD Yann, entretien avec l'auteur, mercredi 22 février 2006

dynastique. D'un point de vue doctrinal, chacun fait en effet référence au même Coran, même s'il existe des spécialistes pour relever un certain nombre d'arguties à propos de différentes traductions du livre sacré, l'une étant réputée moins fidèle que l'autre. C'est au point de vue pratique que le débat s'envenime. Le culte des Imams est pour le sunnisme une forme de polythéisme inacceptable et les dévotions des pèlerins au tombeau des saints, même celui du Prophète, représentent un acte profondément païen. Lorsque les chiites se rendent à Médine en pèlerinage, ils passent à un endroit où, selon les anciens, se trouve la tombe de Fatima, qui n'est plus marquée par aucun signe distinctif, tout près de la tombe du Prophète. Là, ils doivent cacher leurs larmes vis-à-vis des saoudiens wahhâbites qui voient ces démonstrations d'un très mauvais oeil.

A l'inverse, pour les chiites, le sunnisme est non seulement une erreur, mais il est profondément illégitime, car il procède des crimes commis contre les successeurs de Mahomet désignés par lui-même au sein de sa propre famille.

L'histoire de l'Islam fourmille d'exemples de luttes plus ou moins violentes entre les deux familles concurrentes, autant de freins aujourd'hui à une coexistence pacifique et sereine. Pierre-Jean Luizard souligne l'ancienneté de la rivalité intercommunautaire et rapporte que « les sultans ottomans, porte-drapeau du sunnisme, considéraient volontiers les chiites d'Irak comme une « cinquième colonne » persane »⁷. Plus proche de nous, la gestion de leurs minorités chiites respectives sont, pour les Etats du Golfe, un motif d'inquiétude permanent. L'Arabie Saoudite a dû faire face à de graves émeutes chiites le 20 novembre 1979 à la grande mosquée de la Mecque et au soulèvement de la minorité chiite de la région d'Al-Hasa de novembre 1979 à février 1980. Le Koweït, de son côté, a tendance à considérer sa minorité chiite, qui représente un quart de sa population, comme un ensemble particulièrement instable à la solde de Téhéran. Mais c'est dans l'Emirat de Barheïn que la question chiite atteint son paroxysme : le pouvoir sunnite en place doit en effet gérer une population à 75 % chiite. L'émirat n'a d'ailleurs pas cessé d'être régulièrement revendiqué par l'Iran qui développait le thème de l'iranité des chiites de Barheïn, y compris sous la dynastie des Pahlavi.

Les tensions entre les principales branches de l'Islam se sont à l'évidence exacerbées avec l'avènement de la Révolution islamique. Les appels répétés de l'Ayatollah Khomeyni à destination des fidèles afin de les encourager à rejoindre l'élan révolutionnaire et faire triompher la cause imamite ne peuvent que faire trembler les pouvoirs nationalistes arabes du Moyen-Orient. Le concept de la nation est vu du côté du chiisme comme un risque de fracture importante de la communauté musulmane. En effet, comme l'explique François Thual, « les penseurs politiques du chiisme se sont toujours méfiés du fait national. Comme dans le communisme, l'Etat-nation, à leurs yeux, est appelé à se dissoudre un jour dans la victoire finale du chiisme et le triomphe de l'Islam »⁸. Il est aisément compréhensible qu'une telle position indispose les différents pouvoirs en place qui maintiennent leur cohésion grâce à la défense de l'idée nationale. Leur aversion pour la cause chiite est aujourd'hui plus forte que jamais. La victoire du chiisme en Irak et l'immixtion au

⁷ LUIZARD Pierre-Jean, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002, p.20.

⁸ THUAL François, *op.cit.*, p.47.

quotidien de la République islamique dans l'ensemble des rouages de la vie politique irakienne est un motif de profonde inquiétude. Le roi de Jordanie, Abdallah I^e, pourtant réputé mesuré et formé dans les meilleurs écoles britanniques, s'est récemment fait le porte parole de cette méfiance vis à vis du chiisme dans un entretien paru dans le *Washington Post* du 8 décembre 2004. Invoquant la crainte de l'établissement d'un croissant chiite de l'Iran au Liban en passant par l'Irak, Le roi y précise que « si l'Irak devient une république islamique, les pays de la région devront faire face à toutes une série de problèmes qui dépasseront très vite les frontières irakiennes⁹ ».

En outre, le fait que la secte wahhabite caractérisée par une lecture rigoriste de l'Islam et dotée d'une capacité d'influence fondée sur une puissance financière hors norme, soit à la tête de l'Arabie Saoudite, ne va pas dans le sens d'un retour à un dialogue apaisé. De même, la doctrine salafiste, qui rencontre un certain succès auprès d'une partie des sunnites musulmans, fait du chiisme « l'ennemi proche » contre lequel il importe de lutter par le djihad avant même de s'en prendre à « l'ennemi lointain », les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux.

Pour l'ensemble de ces raisons, il apparaît que les relations entre sunnisme et chiisme ne sont pas prêtes de s'améliorer. Les minorités chiites auront donc besoin, de manière encore plus pressante, d'un appui venant de l'extérieur.

13. Une nécessité pour l'Iran

Si les minorités chiites sont à la recherche d'un soutien plus marqué de la part d'un allié compréhensif et attentionné, l'Iran, de son côté, a tout intérêt à faire usage du prestige dont il dispose pour rompre son encerclement. Mis au banc des nations depuis 1979, frappé d'embargos américains successifs qui interdisent les transferts massifs de technologies et les investissements commerciaux, il a un besoin urgent d'atténuer l'isolement dont il fait l'objet sur la scène internationale. L'Iran ne manque pas d'atouts pour entraîner derrière lui tout ou partie du monde chiite.

13.1. Un pays carrefour et une civilisation brillante

La géographie place l'Iran au contact de trois ensembles : l'Asie centrale et l'ex-monde soviétique, le Moyen-Orient et le Golfe persique, ouvert sur l'océan Indien. Que ce soit par terre ou par mer, l'Iran partage une frontière avec quinze voisins dont trois sont apparus au cours de la décennie 90 à la suite de l'effondrement de l'Union Soviétique. Idéalement placée géographiquement, le pays a vocation à rayonner dans l'ensemble du monde musulman. Il est depuis des siècles l'un des pays phares de la culture musulmane, l'un de ceux qui a donné à l'Islam ses plus grands savants, intellectuels ou artistes, à l'instar d'Avicenne ou d'Omar Hhasyyam. L'histoire deux fois millénaire de la Perse donne à l'Iran le statut de très vieille civilisation. Son histoire écrite remonte à Cyrus, roi des Perses, en 550 avant Jésus-Christ. L'invasion arabe de la Perse commencée en 637 et la conversion à l'Islam qui en découla ne firent pas disparaître pour autant la culture persane, et la

⁹ « Jordan See threat to Election from Iran », *The Washington Post*, 8 décembre 2004

langue persane est parvenue à s'imposer dans le monde islamique à côté de celle du Coran. Aujourd'hui, le farsi est toujours parlé par de nombreuses minorités dans toute l'Asie Centrale, principalement au Tadjikistan, en Afghanistan mais aussi en Ouzbékistan, dans les anciennes villes perses de Boukhara et Samarkand. Ismaïl Safavi créa en 1501 la dynastie des Safavide qui fit de la Perse un ensemble autonome à l'égard de l'Empire Ottoman sunnite. Il décréta la même année le chiisme religion d'Etat.

Le sentiment d'être une puissance démographique et un pays de grande civilisation, riche en pétrole et en population éduquée, situé à un point stratégique du monde, est largement répandu chez les Iraniens. L'entretien donné récemment pour le mensuel *Diplomatie* par le chargé d'affaires iranien auprès de l'ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris, Monsieur Seyed Ali Moujani, est à ce titre éclairant : « Nous sommes un Etat-nation plusieurs fois millénaire qui s'est fondé sur une civilisation et une culture rayonnantes sur la scène internationale. Sur plan géographique, l'étendue du pays a fait en sorte que depuis des siècles, face à une menace extérieure et à l'occupation, nous avons toujours réussi à préserver notre identité (...). Le peuple iranien a réussi à rester debout par ses propres moyens. Il a traversé les crises les plus graves avec beaucoup de succès et a su maintenir son indépendance »¹⁰. L'histoire récente de l'Iran a fait de ce pays un Etat à part dans la région : jamais l'Iran n'a été colonisé, comme ce fut le cas de ses principaux voisins, et les Iraniens en tirent une certaine fierté. Mais le pays a été traumatisé lors de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il fut envahi par les britanniques et que l'armée iranienne, trop faible pour maintenir son indépendance, dut battre en retraite. Aujourd'hui, l'Iran se sent isolé sur la scène internationale et vit cette situation comme une menace directe contre son identité et son indépendance.

13.2. L'isolement de la République islamique sur la scène internationale

La République islamique, dès les premières années qui suivirent son instauration, ne pouvait que provoquer un phénomène de rejet par son intransigeance, son mépris des règles internationales et sa volonté d'exporter son modèle révolutionnaire. Seul Etat chiite au monde, modèle unique de théocratie islamique, l'Iran est un pays qui fait peur. Au regard de la posture anti-impérialiste et de la condamnation irréductible de l'Etat d'Israël adoptées par Téhéran, Olivier Roy va même jusqu'à faire de l'Iran le « Cuba du Moyen-Orient »¹¹.

13.2.1. *Un modèle unique et rejeté*

Pays chiite entouré d'Etats sunnites plus ou moins hostiles, identité perse contre identité arabe en opposition depuis le VIIe siècle, théocratie islamique révolutionnaire au contact d'un nationalisme soucieux de se maintenir au pouvoir ; les raisons ne manquent pas pour faire de l'Iran un pays à part, rejeté par ses voisins et par l'Occident. Dès les premiers pas de la Révolution islamique,

¹⁰ Entretien avec Seyed Ali Moujani, *Diplomatie*, n°18 janvier-février 2006., p. 49.

¹¹ ROY Olivier, « Où va l'Iran », *Le Figaro*, 30 avril 2004.

Saddam Hussein redoutait une partition de son pays sous le coup de l'embrasement de sa majorité chiite encouragée par Téhéran. Il se saisissait alors du prétexte d'un vieux contentieux de frontière sur le Chat-El-Arab pour envahir son voisin. Les huit années de guerre qui suivirent furent un véritable traumatisme pour la jeune Révolution. Outre les millions de morts, l'Iran de Khomeyni ne pouvait que constater amèrement son total isolement diplomatique. A l'exception notable du Yémen et de la Syrie, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui prit fait et cause pour la dictature baasiste, et soutint plus ou moins activement l'Irak tout au long du conflit. Aucune résolution de l'ONU pendant les années de guerre ne désigna clairement l'agresseur irakien. Lors de l'utilisation de l'arme chimique par les troupes de Saddam Hussein, le Conseil de sécurité évita de désigner nommément l'Irak et renvoya dos à dos les deux belligérants. Les instances de l'ONU, sans jamais l'avouer, avaient clairement choisi leur camp.

Aujourd'hui, l'Iran n'a qu'un seul vrai allié : la Syrie. Les deux pays ont signé le 18 novembre 2004 un accord d'assistance mutuelle selon lequel chacun promet de voler au secours de l'autre en cas de sanctions internationales accrues¹². La première visite de chef d'Etat du président Ahmadinejad a ainsi été à destination de la Syrie. La nature de cette relation bilatérale n'est pas en mesure, loin s'en faut, de permettre un retour de l'Iran dans le giron de la communauté internationale.

Un évènement intervenu en 2002 a encore renforcé l'isolement de Téhéran sur la scène internationale. Le 27 mars 2002, lors du sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, une résolution a été votée sur la souveraineté des deux îlots de Tomb et celui d'Abou Moussa. Ces îlots avaient été ponctuellement occupés par l'armée du Shah quelques jours après la déclaration d'indépendance des Emirats Arabes Unis. Depuis, la question de souveraineté n'avait pas été tranchée. En dépit des efforts iraniens, la Ligue arabe décidait à l'unanimité, Syrie y compris, que la souveraineté des trois îlots devait revenir aux Emirats Arabes Unis.

L'isolement diplomatique de l'Iran se double d'un isolement économique. Le pays a déposé depuis 2001 une demande d'adhésion à l'Organisation Mondiale de Commerce. Mais pour le moment, cette demande est rejetée. Les Etats-Unis s'opposent même à ce que l'Iran acquière le simple statut d'observateur. Enfin, au sein de l'OPEP, l'Iran ne dispose d'aucun relais et sa voix peine à se faire entendre. Les positions maximalistes de Téhéran pour un pétrole cher se heurtent en effet à la volonté de l'Arabie Saoudite qui souhaite ménager les puissances occidentales et éviter une crise économique durable chez les principaux clients du Royaume.

La guerre contre le terrorisme dans laquelle se sont lancés Washington et ses alliés a renforcé encore un peu plus le sentiment d'encerclement qu'éprouve l'Iran. Le projet de grand Moyen-Orient développé par les néo-conservateurs américains et les contingents toujours plus imposants déployés dans la région par les Etats-Unis ne sont pas de nature à rassurer Téhéran. Les unités américaines stationnent en effet en Afghanistan et en Irak. Le Pakistan est le principal allié de

¹² « Ahmadinejad n'attendra pas le Messie pour attaquer », *Asharq Al Awsat*, Londres, in *Courrier International*, 19-25 janvier 2006.

Washington dans sa guerre contre le terrorisme. La Turquie, quant à elle, déjà membre de l'OTAN, se rapproche de l'Europe, et l'ensemble des pays du Golfe a signé des accords militaires de défense avec l'Amérique: l'Arabie Saoudite, bien sûr, mais aussi le Koweït, Qatar, les EAU, Bahreïn et Oman accueillent les soldats de l'Oncle Sam .

13.2.2. L'Iran fait peur

Si Téhéran se retrouve aussi seul, il n'a, en partie du moins, qu'à s'en prendre à lui-même. L'Iran des mollahs fait peur et la politique extérieure menée par la République islamique dès ses premières années d'existence n'a fait qu'exacerber ce phénomène. Les déclarations à l'emporte pièce du régime vis-à-vis d'Israël, le soutien aux mouvements radicaux et l'utilisation du terrorisme d'Etat comme politique alternative, sont tour à tour stigmatisés.

Dès les premiers jours qui ont suivi son élection, Monsieur Mahmoud Ahmadinejad a scandalisé la communauté internationale par ses formules appelant à la destruction de l'Etat d'Israël. Ce type de déclaration n'est pas très éloigné de la rhétorique de la Révolution iranienne et du vocabulaire habituellement utilisé par l'ayatollah Khomeiny pour décrire l'Etat juif. Mais il tranche singulièrement avec l'attitude de son prédécesseur, le président Khatami, homme de culture et d'ouverture, qui prenait un soin particulier à donner de l'Iran une image plus policée. L'attitude de l'actuel président iranien n'est pourtant pas isolée. Elle fait écho à un sentiment partagé par une frange de la population. Ainsi, à l'occasion du défilé militaire organisé pour les commémorations du début de la guerre Iran-Irak, le 22 septembre 2005, tous les attachés militaires européens ont dû quitter la tribune officielle en signe de protestation : devant eux venait de défiler un véhicule avec l'inscription en anglais : *Israel must vanish by the face of the world*. Du reste, l'objectif de la destruction d'Israël demeure inscrit dans la Constitution islamique¹³.

Outre la rhétorique outrancière vis-à-vis d'Israël, l'utilisation du terrorisme d'Etat par l'Iran, principalement au cours des années 1980, a grandement participé à donner de la Révolution iranienne une image fortement dégradée. Ce pays est ainsi intimement associé aux prises d'otages au Liban commises à cette époque. Comme le fait remarquer Yann Richard, tous les otages libérés depuis 1986 l'ont été après une amélioration des relations diplomatiques de leur pays avec l'Iran¹⁴. De même, le rôle de l'Iran a été reconnu dans les attentats perpétrés contre la force multinationale déployée à Beyrouth, qui ont durement frappé les contingents français et américains. Par ailleurs, pour celui qui viendrait à se promener à Téhéran en portant une attention particulière au nom des rues, le goût de la provocation et l'hommage appuyé à l'action terroriste ne peuvent que surprendre le touriste occidental : l'ambassade de Grande-Bretagne se trouve dans une avenue qui porte le nom du terroriste de l'IRA *Bobby Sands*, tandis que la rue où se trouve l'ambassade d'Egypte, close depuis 1979, a été baptisée *Khalid Chowqi Al-Ilsambouli*, en l'honneur de l'assassin du président Anouar El-Sadate¹⁵. De la même manière, Téhéran a aussi pris l'habitude néfaste

¹³ TELLIER Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Paris, Ellipses, 2005, p.117.

¹⁴ RICHARD Yann, op. cit., p.171.

¹⁵ TELLIER Frédéric, op. cit., p.105.

d'utiliser et de soutenir pour ses seuls intérêts des mouvements radicaux chiites aussi bien au Pakistan qu'au Liban plutôt que d'encourager des organisations plus modérées. C'est une politique dont l'Iran paye encore les conséquences et que les résultats des récentes élections ne sont pas prêts d'atténuer.

Un motif pousse enfin les Etats de la région à considérer avec méfiance l'action extérieure de la République islamique. A l'instar du communisme révolutionnaire et de la théorie léniniste de l'avant-garde éclairée, la révolution iranienne a vocation, du moins à l'origine, à entraîner derrière elle les différentes communautés chiites dans une révolution dont la perspective serait l'islamisation générale du monde et le triomphe de la vérité chiite. De même que la Révolution française faisait trembler les monarques européens qui redoutaient une contagion généralisée, la volonté de l'Iran d'exporter dans un premier temps sa révolution a exacerbé le ressentiment des Etats voisins.

Le chiisme regroupe des populations qui ont vécu les mêmes difficultés et les mêmes pressions de la part de la majorité en place. Souvent persécutés, les chiites sont à la recherche de reconnaissance et de soutien. L'Iran est tout prêt à se saisir de ce rôle de protecteur afin de tenter de rompre son isolement diplomatique. Il existe assurément un terreau propice à l'expression d'une certaine solidarité entre ces différentes communautés. Tout semble donc réuni pour que la politique d'influence de Téhéran au travers du chiisme porte ses fruits. Il importe maintenant de comprendre comment se met en place cette influence et quels sont les leviers d'action privilégiés par la République islamique pour attirer à elle la plus grande partie possible de fidèles.

DEUXIEME PARTIE : COMMENT L'IRAN ETEND SA TOILE ?

Il est difficile pour un non initié de bien saisir le fonctionnement du pouvoir iranien. La multiplicité des acteurs, le dédoublement des institutions à tous les niveaux de responsabilité et le rôle relatif du président de la République alors même qu'il est doté d'une légitimité démocratique expliquent notamment le trouble de l'observateur.

Une description des institutions iraniennes s'impose et la place de chacun des acteurs de la politique extérieure doit être précisée. L'action même de l'Iran sur le terrain est difficilement lisible. Elle se caractérise en effet par un usage immodéré du double langage et de l'action secrète, encouragé par l'existence d'organisations non liées au pouvoir en apparence mais qui sont aussi, à

leur manière, des vecteurs de l'influence iranienne. La politique active des oulémas a porté ses fruits d'une manière indéniable, aussi bien en Afghanistan qu'au Liban ou plus récemment en Irak.

21. Les principaux acteurs du pouvoir

21.1. Quand le clergé se mêle de politique

Dès l'instauration de la République islamique en 1979, le clergé iranien cesse d'être le contre-pouvoir qu'il était au cours du 19^e siècle. « Il n'est plus en recul, comme sous la dynastie des Pavlavi ; il est au sommet de l'Etat. Il sera bientôt un pouvoir absolu », fait remarquer François Thual¹⁶.

Pour les chiites duodécimains, dont font partie les iraniens, le douzième Imam, Mohamed al Mahdi, a disparu du monde des vivants. Les chiites disent qu'il s'est « occulté ». Depuis, les fidèles attendent les fins dernières et le retour de « l'Imam caché ». En l'absence de ce dernier, aucun pouvoir n'a de vraie légitimité à gouverner les hommes. Mais une partie des clercs se sont estimés les plus qualifiés pour savoir ce que ferait l'imam disparu et vérifier que le régime en place gouverne conformément aux préceptes religieux. C'est dans cet esprit que l'ayatollah Khomeyni a transposé en terme politique le concept d'autorité suprême : il défend l'idée d'une tutelle (*velâyat*) au plus haut sommet de l'Etat d'un « jurisconsulte religieux » (*faqih*) désigné parmi ses pairs comme étant le plus compétent et le plus capable des religieux. L'Assemblée constituante de 1979 respecta le concept édicté par Khomeyni du *velâyat-e faqih* et décida de placer à la tête de la nation un guide religieux, chargé d'assurer une sorte de régence en attendant le retour, toujours espéré, du dernier Imam légitime. L'ayatollah Khomeyni fut évidemment ce premier Guide de la révolution. A sa mort en 1989, c'est Ali Khamenei qui fut alors désigné. Si dans les pratiques politiques occidentales, le rôle du président de la République est souvent prépondérant, il ne faut pas se méprendre dans le cas de l'Iran : l'essentiel du pouvoir est dans les mains du Guide.

21.2. La place centrale du Guide

Le Guide est nommé à vie par l'Assemblée des experts qui regroupe 86 religieux eux-mêmes élus pour huit ans au suffrage universel direct¹⁷. Il est le véritable chef de l'Etat et le président iranien n'est que le chef du pouvoir exécutif. Le Guide définit la politique générale du pays dans tous les domaines. Sans gouverner directement, il coordonne l'action des trois pouvoirs établis par la Constitution. Il dispose de l'armée, de l'ensemble des forces de l'ordre et de la justice. Il peut à tout moment bloquer le fonctionnement des institutions. Si l'intérêt du régime le commande, il peut suspendre l'application d'une loi civile ou même religieuse. Ses décisions sont sans appel.

¹⁶ THUAL François, *op. cit.*, p.41

¹⁷ Mohammad-Reza Djalili précise que le taux de participation à ce scrutin est en général très faible. La désignation du Guide ainsi décrite par la Constitution n'est que théorique. C'est l'ayatollah Khomeyni qui s'est imposé de lui-même comme le premier Guide suprême. C'est encore lui qui désigna son propre successeur, Ali Khamenei, alors président de la République. DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005, p.83.

Le pouvoir législatif est quant à lui dévolu à un parlement monocaméral appelé Assemblée consultative islamique. Elu au suffrage universel pour quatre ans, le parlement ne peut être dissous mais toutes les lois votées par les députés doivent obligatoirement, avant de devenir exécutoires, être vérifiées par un « Conseil de Gardiens » chargé de certifier leur conformité avec la loi religieuse et la Constitution. Ce conseil fonctionne véritablement comme une seconde chambre avec un droit de veto que le parlement ne peut lever. Un autre centre de pouvoir fut mis en place par l'ayatollah Khomeyni peu avant sa mort. Face aux oppositions fréquentes entre les deux premières assemblées, causes de nombreux blocages, il créa un Conseil de discernement de l'intérêt du régime, nommé par le Guide et chargé de lui faire des propositions sur les dossiers qu'il lui confie. Les avis de ce Conseil ont toujours été suivis par le Guide¹⁸. Lors des élections législatives de février 2000, les partis réformateurs se sont retrouvés dans une situation très favorable : ils disposaient d'une majorité écrasante au Parlement, et l'un des leurs, le Président Kathami, était à la tête du pouvoir exécutif. Khatami fut même réélu à la présidence en 2001 avec 78% des voix et un taux de participation de 70 %, il accentua ainsi la légitimité du clan des réformateurs. Fort d'une double légitimité populaire, le Président aurait dû mettre en place son programme sans difficulté. Il n'en fut rien : les deux conseils législatifs dépendant du Guide s'opposèrent aux lois présentées par le Président et votées par le Parlement. Aucune réforme n'était susceptible d'aboutir sans l'intervention du Guide lui-même. Nul n'oblige ce dernier à se prononcer. Le juriste Michel Potocki relève que « de nombreuses lois votées par le parlement à des majorités confortables ont été systématiquement rejetées par le Conseil des Gardiens sous des prétextes divers d'inconstitutionnalité ou de non-conformité coranique : protection des investissements étrangers, interdiction de la torture en prison, droit des femmes, liberté de la presse, notamment »¹⁹.

Le pouvoir judiciaire de son côté est dirigé par un clerc chiite désigné là encore par le Guide. La durée de son mandat est de cinq ans renouvelable. Il nomme les juges et les procureurs, ainsi que les membres de la Cour suprême. Le Guide dispose, par l'intermédiaire de ce clerc désigné, de la possibilité de faire emprisonner quiconque viendrait à contester sa légitimité.

En matière de politique étrangère, Denis Bauchard, ancien diplomate et spécialiste du Moyen-Orient, fait observer qu'il existe une grande continuité, sentiment partagé par Olivier Roy lorsqu'il intitule l'un de ses articles « sous le Turban, la Couronne »²⁰. « La définition de la politique étrangère relève d'une instance – le Conseil supérieur de la sécurité nationale – dans laquelle le Président n'est qu'un acteur parmi d'autres et pas le plus important. Dans cette enceinte collégiale, qui fonctionne par consensus, le Guide conserve une primauté. De plus, il dispose, dans la personne de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Velayati, d'un conseiller diplomatique compétent,

¹⁸ Le président actuel du Conseil de discernement est Ali-Akbar Rafsandjani, personnage clé de la République islamique depuis les premiers jours et deux fois président de la République.

¹⁹ POTOCKI Michel, « Réflexions sur le système constitutionnel iranien », *Géopolitique*, n°88 octobre 2004, p.58

²⁰ ROY Olivier, « Sous le Turban, la Couronne », in Fariba Adelkahah, *Thermidor en Iran*, Complexe, 1993

conscient des rapports de forces internationaux et influent »²¹. Le pouvoir du Guide ne s'arrête pas là. Il bénéficie en plus de l'action d'un bureau rattaché à sa personne, « le Bureau du Guide ». Ce simple cabinet privé en apparence se révèle être une structure de coordination de la politique étrangère secrète du Guide qui draine une partie des flux financiers considérables issus des revenus pétroliers du pays²².

21.3. Une organisation duale pour une action duale

Le fait que l'ancien président Kathami cite Toqueville, qu'il se fasse l'apôtre d'un « dialogue des civilisations » au cours d'une interview à CNN, que l'Iran use de son influence auprès des tadjiks de l'Alliance du Nord pour qu'ils acceptent le leadership américain et que dans le même temps Téhéran accueille sur son territoire des membres d'Al Qaeda en fuite n'est pas surprenant : c'est une pratique courante de l'Iran, observée aussi en Irak aujourd'hui. La pratique du double langage et de la dissimulation ne date pas de la République islamique. Elle est une pratique ancienne, qui trouve peut-être son origine de la pratique de la traditionnelle *taqiya*.

Farhad Khosrokhavar parle d'un « dédoublement des institutions qui se neutralisent mutuellement et ne peuvent réussir à résoudre leurs conflits de compétence et de légitimité sans en appeler à l'arbitrage d'un chef suprême »²³. Cette situation s'enracine dans l'histoire du pays, surtout depuis la modernisation menée sous les Pahlavi : Reza Chah et son fils ont tenté de s'approprier chacun une partie de l'appareil d'Etat en le divisant en autant d'entités antagonistes. C'est ce qui a été fait, par exemple, pour les services secrets dont le Shah entretenait la division pour asseoir son hégémonie sur un système éclaté qui avait un besoin constant de son intervention. Aujourd'hui, de semblables structures de dédoublement existent à tous les niveaux de l'appareil étatique. Celles que l'on nomme généralement les « structures révolutionnaires » font partie des domaines réservés du Guide et ont pour fonction essentielle de contrôler ou de prendre en charge des domaines d'activité généralement sous l'autorité du gouvernement. Ainsi, face à l'armée nationale et ses 400 000 hommes, existent les Gardiens de la révolution. Fondé avec moins de 4 000 hommes en mai 1979, Ce corps constitue à l'heure actuelle une force d'environ 125 000 hommes. Les *Pasdarans*, en tant que conseillers militaires, sont régulièrement envoyés en mission à l'étranger. Parallèlement aux tribunaux civils, les tribunaux révolutionnaires continuent à fonctionner plus d'un quart de siècle après la révolution. De nombreuses structures policières et de sécurité échappent à l'emprise des instances officielles du gouvernement. Dans chaque ministère, auprès de chaque gouverneur de province, se trouve un représentant du Guide. En raison de cette double organisation systématique, l'action de Téhéran est peu lisible depuis l'extérieur et cela d'autant moins que l'Iran privilégie les actions secrètes menées en parallèle de la politique officielle au travers d'opérations révolutionnaires parfois violentes. Une multitude de petits groupes, souvent de simples extensions

²¹ BAUCHARD Denis, « L'Iran quatre mois après », Actualité Maghreb/Moyen Orient, www.ifri.org, 28 octobre 2005.

²² TELLIER Frédéric, *op. cit.*, p.44.

²³ KHOSROKHAVAR Farhad, « La politique étrangère en Iran : de la révolution à l'axe du mal », *Politique Etrangère*, janvier 2003.

des Services iraniens, sont activés sans qu'il soit toujours aisé de déterminer la responsabilité même de l'Etat. L'Iran dispose par ailleurs d'un ministère du Renseignement, fait unique au monde, fort de quelques 30 000 employés et qui coordonne l'action du plus important service de renseignement du Moyen-Orient, le VEVAK. L'existence de ce ministère, pour Frédéric Tellier, « témoigne bien de cette institutionnalisation de la politique clandestine par laquelle les missions et tâches « spéciales » du régime islamique, tout en étant entourées du plus haut niveau de secret, sont néanmoins l'émanation d'un organe public qui se veut plus qu'un service secret pour se parer de la légitimité officielle que lui confère l'octroi d'un ministère »²⁴.

Dans le domaine culturel, la double approche est également de mise. Des organisations prosélytes œuvrent en retrait de la politique culturelle officielle menée par les services du Guide. L'Organisation pour la propagation de l'Islam, *sazeman-e tablighat-e eslami*, se montre particulièrement active dans l'ex-Yougoslavie. L'Assemblée pour le peuple de la maison du Prophète, *majlès-e jahani-ye baraye ahl-e bait*, constitue un autre exemple d'une organisation qui vise à promouvoir l'Iran auprès des communautés chiites étrangères. Son influence est importante sur les Chiites du Liban, d'Irak ou du Pakistan.

21.4. Le clergé iranien, un acteur plus ou moins indépendant du pouvoir

Le clergé iranien se caractérise par son organisation extrêmement structurée et hiérarchisée qui le distingue des autres clergés chiites. Celle-ci mérite d'être brièvement décrite lorsque l'on sait l'influence importante que le clergé a toujours eu dans la vie politique du pays notamment grâce à sa richesse, garant d'une autonomie financière.

La société cléricale est divisée en deux groupes principaux : les clercs qui gèrent l'Etat, fidèles au principe du *velayat-e faqih*, et les religieux traditionnels des écoles de théologie qui profitent du système mais renforcent leur mode de fonctionnement indépendant. Les premiers, parfois désigné comme « clergé juré », peuvent être paradoxalement considérés comme les plus modernes et les plus expérimentés du monde car confrontés depuis bientôt 30 ans à la gestion d'un Etat de plus de 70 millions d'habitants. Ils ont en général fait assez peu d'études religieuses, mais ont intégré les tribunaux islamiques, les fondations, les services de renseignement ou l'armée, comme fonctionnaires, commissaires politiques ou encore envoyés spéciaux du Guide dans les administrations. Hassan Rouhani, par exemple, qui a récemment dirigé les négociations sur le nucléaire avec l'Union européenne, est une figure représentative de ce clergé d'Etat : il a fait des études de physique à Oxford, avant de faire de la théologie puis de la politique.

Chez les clercs demeurés au service de la religion, on distingue trois niveaux hiérarchiques. Les *mojtahed* sont des religieux qui, après un cycle complet d'étude théologiques reçoivent par écrit de leur maître l'autorisation d'enseigner à leur tour et d'interpréter la loi islamique. Parmi les *mojtahed*, qui sont plusieurs centaines, un consensus interne sélectionne les théologiens de haut rang et d'âge respectable, les *ayatollahs*. Ces derniers peuvent réunir autour d'eux des cercles

²⁴ TELLIER Frédéric, op. cit. , p.105.

d'études, des classes où viennent se former les jeunes oulémas, noyaux des grandes écoles de théologie musulmane qui se perpétuent à Qom ou Mashhad mais aussi à Najaf, en Irak. Parmi eux, une nouvelle sélection s'opère par cooptation désigner les ayatollahs reconnus aptes à devenir des « modèles à imiter », *marja' ot-taqlid*, qui portent le titre de « grand ayatollah ». En 1989, le chiisme duodécimain comptait cinq grands ayatollahs dont Khomeyni lui-même. Tout chiite laïc doit choisir parmi les grands ayatollahs lequel sera son guide, son « modèle à imiter ». Il s'engage à suivre les prescriptions religieuses consignées dans le « traité de vie pratique » rédigé par ce *marja'* et à verser les taxes religieuses rituelles à l'un de ses représentants autorisés. Cette institution originale de la *marja'iyya*, ou direction spirituelle, est extrêmement importante pour les chiites. Il est essentiel de comprendre ce que le terme recouvre. La *Marja'iyya* est propre au chiisme duodécimain et peut être considérée comme une sorte de Vatican des musulmans chiites que l'Etat ne contrôle pas. Elle regroupe et organise les croyants autour d'une même autorité religieuse (le *marja'*). La direction religieuse des chiites se compose des plus grands *marja'* et a son siège dans les villes saintes. La *marja'iyya* est aujourd'hui principalement implantée à Qom, en Iran, ville à partir de laquelle l'influence iranienne s'exprime pleinement sur l'ensemble du clergé chiite duodécimain.

« Tous les chiites n'ont pas forcément le même guide religieux, précise Yann Richard dans son livre sur l'Islam chiite : si Khomeyni avait rassemblé une grande partie des Iraniens au début de la révolution, on estime qu'en 1988, déjà, la majorité des Iraniens choisissaient plutôt Kho'i, un théologien conservateur partisan de ne pas mêler la religion à la politique²⁵ ». Or les conséquences du choix des fidèles sont immenses pour les ressources des principaux ayatollahs. Les sommes en jeu sont considérables et donnent au bénéficiaire une capacité d'influence non négligeable. Le clergé, en accédant au pouvoir, a également pu bénéficier à son tour de l'argent du pétrole. Cette ressource associée à l'aumône, versée traditionnellement par les fidèles, a permis au clergé de se lancer dans de nombreux investissements en direction des entreprises les plus modernes du pays, y compris dans le secteur privé. Le clergé représente aujourd'hui une puissance financière autonome capable de mener des actions extérieures ambitieuses.

21.5. Les fondations, puissants vecteurs d'influence

Le paysage économique iranien est marqué par l'existence de fondations très puissantes, appelées *bonyad*, qui contrôlent près de 20 % du PNB²⁶. Il existe deux types de fondations : celles qui sont d'origine religieuse et celles d'origine révolutionnaire. La fondation Astan-e Qods Razavi, dont le siège est Mashhad, est l'archétype de la fondation religieuse. Elle est chargée de gérer le sanctuaire du huitième Imam, objet du premier pèlerinage du monde puisque Mashhad attire plus de 12

²⁵ RICHARD Yann, *op. cit.*, p.110.

²⁶ HOURCADE Bernard, « Islam et monde », *Etudes*, mars 2005, p.314.

millions de pèlerins par an²⁷. Ses revenus proviennent des héritages de fidèles et des dons des pèlerins. Elle est un empire financier, industriel et foncier qui couvre, avec plus d'une centaine de sociétés, tous les secteurs économiques. Elle peut entretenir un clergé nombreux de plus en plus présent dans tout le pays et développer des réseaux d'influence actifs à l'étranger. L'ayatollah Khomeyni avait dit à propos de la fondation de Mashhad, que « l'Astan-e Qods est le centre de l'Iran ». Cette petite phrase est presque devenue la devise de la fondation qui l'a inscrite sur tous les bâtiments de cette institution.

En ce qui concerne les fondations révolutionnaires, la fondation des Dëshérités est celle qui dispose de la plus grande notoriété. Formée en mars 1979, à partir de la fondation Pahlavi et des biens confisqués aux proches de la famille royale, elle est rapidement devenue un des plus importants conglomérats du Moyen-Orient et contrôle près de 347 sociétés. L'ensemble des fondations révolutionnaires contrôle des secteurs entiers de l'économie iranienne, notamment l'industrie du sucre et des pneumatiques, ainsi qu'une grande partie de l'industrie militaire. Le système des fondations est contrôlé par le Guide qui, dans ce domaine encore, fait la preuve de son rôle prédominant dans le système politique iranien. Si les fondations religieuses disposent certainement d'une autonomie relative par rapport au Guide, les institutions révolutionnaires sont régulièrement utilisées par Téhéran pour ses actions occultes. Il leur arrive de financer des groupes paramilitaires, d'organiser des manifestations sur ordre ou même de perturber celles des étudiants ou d'autres groupes de la société civile²⁸.

22. Une influence tous azimuts

La multitude d'acteurs précédemment décrits participent à des degrés divers à la promotion de la cause iranienne auprès des populations chiïtes. Le rayonnement de Téhéran se développe dans tous les domaines et dans toutes les directions. Le Guide demeure le grand coordinateur de cette politique même si certaines actions, dont la proportion est difficile à déterminer, échappent à son pouvoir.

Sur un plan religieux, les écoles de théologie implantées dans les villes saintes iraniennes jouent un rôle de tout premier plan. Qom est aujourd'hui encore le centre théologique principal de tous les chiïtes. Les principaux oulémas chiïtes du monde entier viennent s'y former avant de devenir les futurs cadres des mouvements islamiques que l'on retrouve par la suite à la tête de l'Etat iranien ou du Hezbollah libanais. Pendant le temps que durent leurs études, ils nouent de solides amitiés parmi leurs pairs. Outre un enseignement standardisé et iranisé, c'est la création d'un réseau traditionnel et ancien regroupant les religieux qui contribue à faire rayonner la pensée iranienne. Les réseaux qui se tissent dans les milieux cléricaux participent à conférer au chiïsme son caractère

²⁷ HOURCADE Bernard, actes du colloque de géographie de Saint Dié, http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_2005/hourcade/article.htm

²⁸ AMUZEGAR Jahangir, « Kathami and Iranian economy at mid-term », *Middle East Journal*, n°4, automne 1999.

transnational. Les liens établis entre les maîtres et les disciples, entre les clercs qui étudient dans les mêmes écoles religieuses, participent à des cénacles, et se regroupent par affinités politiques et religieuses, perdurent bien au-delà des années d'étude. Les grandes familles religieuses tissent également des liens au travers du mariage, si bien que tous, au-delà des frontières, finissent par être cousins, neveux, beaux-pères ou gendres. Internet se trouve également au cœur de ce réseau transnational et participe à la diffusion du chiisme. Mashhad, par exemple, héberge un grand nombre de sites permettant toutes sortes d'échanges et de discussions entre les fidèles.

Les pèlerinages sont eux aussi, à leur mesure, des lieux d'échanges, de diffusion des idées et donc des vecteurs de l'influence iranienne. Des auteurs islamiques de renom comme Shari'ati, dont Khomeyni s'est inspiré pour élaborer sa vision du *velayat e-faqi*, préconisent de transformer les rassemblements de fidèles à l'occasion des différents pèlerinages en une sorte de congrès politique annuel des peuples musulmans. Il serait surprenant que la République islamique passe à côté d'une telle opportunité.

Le soutien aux minorités chiites peut prendre d'autres formes : soutien logistique ou financier à divers mouvements politiques ou militaires, envoi de conseillers, financement d'imposants projets d'infrastructures, soutien aux populations déshéritées par la construction d'hôpitaux et de dispensaires, promotion de la culture iranienne par l'intermédiaire de la puissante Organisation pour la culture et les relations islamiques (OCRI) directement soumise à l'autorité du Guide. De tels exemples relèvent de ce que les anglo-saxons désignent comme le *soft power*. Les nombreux organismes occultes et la force des services dépendant du ministère du Renseignement permettent à Téhéran d'utiliser des moyens de pression beaucoup plus violents et persuasifs. Le terrorisme et l'assassinat ciblé sont toujours, semble-t-il, des options envisagées par l'Iran.

Il existe enfin un dernier facteur d'influence, celui qui s'exerce par l'intermédiaire des réfugiés accueillis par la République islamique. L'Iran est en effet devenu le premier pays d'accueil de réfugiés au monde au début des années 90 en accueillant environ 4,5 millions de personnes d'origine étrangère sur son territoire, réfugiés de la première guerre du Golfe, puis des répressions de la dictature irakienne à l'encontre des populations kurdes et chiites. Ce chiffre a commencé à baisser à partir de la deuxième moitié de la décennie 1990. En 2002, le *Worldwide Refugee Information* chiffrait le nombre de réfugiés hôtes de l'Iran à 1,9 millions, dont 387 000 irakiens²⁹. La venue massive de cette population, leur intégration à la société iranienne, même si elles ont engendré de graves problèmes d'organisation, ont aussi permis de développer des affinités culturelles et religieuses évidentes. Celles-ci perdurent même après le retour au pays d'individus qui avaient fui les répressions et les combats et qui sont toujours redevables à l'Iran de leur avoir ouvert sa porte.

23. Les réussites de l'Iran

²⁹ Cité par LUIZARD Jean-Pierre, *op. cit.*, p.256.

23.1. Afghanistan

L'Iran n'a été, durant les deux dernières décennies, qu'un acteur de second rang sur la scène afghane. Une série de causes explique cette situation : la volonté de ne pas s'opposer trop frontalement à l'URSS quand celle-ci est intervenue en Afghanistan, la guerre avec l'Irak qui obligeait l'Iran à ne pas se disperser sur d'autres fronts, puis l'arrivée au pouvoir des Talibans, anti-chiites et anti-iraniens qui limitaient singulièrement les possibilités de Téhéran. Les mauvaises relations avec les Talibans atteignirent leur point culminant durant l'été 1998, quand les Talibans, après leur entrée à Mazar-e Sharif, firent assassiner dix diplomates iraniens. Mais depuis la chute des Talibans grâce à l'action de Washington, l'Iran fait son retour sur la scène afghane, en grande partie grâce à son réseau développé parmi la minorité chiite afghane des Hazaras. Ces derniers représentent 16 % de la population afghane et leur affrontement avec les Pachtounes sunnites majoritaires demeure l'une des clés de l'avenir du pays quelles que soient les alliances du moment. Une partie de l'Afghanistan avait été occupée au XVIIe siècle par l'empire perse. C'est de cette époque que vient la conversion au chiisme de la minorité hazara. Les Hazaras ont toujours été une population d'exclus marginalisés par les tribus pachtounes sunnites. Une nouvelle conscience hazara s'est formée, en partie grâce à la montée en puissance du clergé chiite. Formé en Iran avant même la victoire de l'ayatollah Khomeyni, ce nouveau clergé chiite, iranophone et iranophile, s'opposa au clergé traditionnel non seulement en cherchant à prendre sa place, mais surtout en modifiant la pratique de la religion et son enseignement. Pour le clergé formé en Iran, le chiisme ne devait plus se borner à exprimer la foi traditionnelle, il devait être une force de transformation. Cette mutation du clergé hazara a été en permanence accompagnée par Téhéran. La fondation de l'*Astaneh Qods Razavi* de Mashhad a joué à cet égard un rôle de tout premier plan. L'Iran favorisa la création d'un parti pro-iranien, le *nasr*, et cibra son aide militaire au profit du *Hazb-i-Wahdat*, parti chiite de la région de Herat, proche de la frontière iranienne. Plus récemment, lors de la conférence de Tokyo qui se tint après la chute des Talibans, Téhéran fit la promesse de contribuer de manière substantielle à la reconstruction de l'Afghanistan. L'Iran a promis une aide de 560 millions de dollars sur cinq ans dont 120 millions pour l'année 2002³⁰. La stratégie iranienne, d'une manière très classique, repose sur des actions d'influence qui s'exercent dans quatre domaines : religieux, politique, militaire et financier.

23.2. Sud Liban

Une approche identique peut être observée au Sud-Liban, mais l'engagement de l'Iran s'y fait à plus grande échelle encore. Le poids démographique de la communauté chiite libanaise, la première au pays du cèdre, puis la réussite politique du Hezbollah, font que la carte du chiisme jouée par Téhéran s'est avérée particulièrement pertinente.

Lors de l'indépendance du Liban, les chiites libanais se perçurent comme une communauté à part et dans le cadre du Pacte national, il se virent attribuer la présidence de l'Assemblée nationale, poste aujourd'hui tenu par l'avocat chiite Nabib Berri, président du parti chiite Amal, pro-syrien.

³⁰ DJALILI Mohammad-Reza, *op. Cit.*, p.125.

Géographiquement, le peuplement chiite au Liban se concentre dans trois régions : au sud du pays, à l'Est dans la Bekaa, autour de la ville de Baalbek et dans le quartier déshérité de *Bourj Al-Barajneh*, banlieue sud de Beyrouth. Dans les années 60, un phénomène de résurrection du chiisme vit le jour. L'identité se structura autour du haut clergé chiite dans un mouvement de resserrement des liens entre chiisme libanais et chiisme iranien, mouvement rendu possible par l'extrême iranisation du clergé libanais. Ce dernier, formé essentiellement à Nadjaf mais aussi auprès de *marj'a* iraniens, a très vite adopté la vision révolutionnaire prônée par l'ayatollah Khomeyni : le pouvoir doit revenir aux oulémas. Mohammad-Javâd Maqniya, l'un des oulémas qui marqua le réveil du chiisme libanais est un exemple symbolique de ce type de parcours. Il rejoint Nadjaf en 1925 et devint l'élève de l'ayatollah iranien Abo'l-Qâsem Kho'i. Avec la domination britannique sur l'Irak, il découvrit la politique et noua pendant douze ans de solides amitiés parmi les oulémas de toutes les contrées chiites. L'ayatollah Mohammed Hussein Fadlallah, considéré comme le père spirituel du Hezbollah, a suivi un parcours similaire et fut également formé par Kho'i. Après 1979, le Sud-Liban est devenu l'un des objectifs et l'une des bases de l'Iran révolutionnaire au Proche-Orient. L'ensemble de la panoplie d'influence de la République islamique a alors pris le relais d'une action strictement religieuse. L'argent iranien a véritablement inondé le Liban, principalement à Baalbeck dès 1982³¹. Le soutien au mouvement Amal, mais plus encore au Hezbollah, est très vite devenu significatif avec l'envoi de plusieurs centaines de Gardiens de la Révolution armés et la fourniture régulière et toujours d'actualité d'un armement moderne au Hezbollah via la Syrie. L'argent iranien, outre le fait qu'il permettait le financement de la formation des miliciens du Hezbollah, était aussi destiné aux œuvres sociales à destination des populations chiites les plus démunies. Cette action a permis au mouvement libanais de réussir son implantation au sein de la communauté chiite en scolarisant les enfants des familles dans le besoin ou en soignant pour une bouchée de pain dans les dispensaires. Le « parti de Dieu » représente aujourd'hui une force incontournable, disposant de la dernière milice encore armée du pays, de sa propre chaîne de télévision ainsi que du soutien indéfectible de Téhéran. Le secrétaire général du parti, le cheikh Seyyed Hassan Nasrallah, entretient les meilleurs relations avec le Guide Khomenei, et multiplie les visites à Téhéran. Le Hezbollah, mouvement de libération pour les uns, organisation terroriste pour les autres, est dans tous les cas devenu un membre actif sur la scène politique libanaise. Le parti compte aujourd'hui 14 députés sur 128 à l'assemblée et a fait, pour la première fois de son histoire, son entrée au gouvernement le 19 juillet 2005. Il a obtenu officiellement un ministère sur vingt-quatre, celui de l'énergie. Mais Faouzi Saloukh et Trad Hamadé, respectivement nommés aux postes de ministre des Affaires étrangères et du Travail, sont considérés comme pro-Hezbollah.

L'action de l'Iran au Liban est également liée aux attentats terroristes ainsi qu'aux prises d'otages des années 1980, modes d'action indissociables des pratiques occultes du régime iranien.

23.3. L'Irak

³¹ YANN Richard, *op. cit.*, p.177.

La stratégie d'influence tous azimuts développée aujourd'hui par la République islamique en Irak peut être considérée comme la répétition des solutions éprouvées au Liban quelques quinze années plus tôt. « Le levier le plus puissant dont dispose l'Iran pour interférer dans les affaires irakiennes est le chiisme. Environ 60% de la population d'Irak étant chiite, il est évident que Téhéran est pour ainsi dire naturellement enclin à rentabiliser cet atout en utilisant tous les liens qu'il entretient traditionnellement avec les chiites irakiens et qu'il a singulièrement développés, sur tous les plans, depuis plus de deux décennies³² ». Pour Mohammad-Rezza Djalili, c'est bien grâce au chiisme que l'Iran peut espérer peser sur les destinées de l'Irak. L'Afghanistan, et dans une moins large mesure, le Liban, représentent pour la République islamique un enjeu secondaire. En Irak, l'Iran pratique l'influence à grande échelle. Il s'agit de deux pays de grande civilisation. Babylone fait face à l'empire perse, avec en arrière plan le retour d'une population chiite brimée par les années de dictature de Saddam Hussein. Comparé aux quatre millions d'habitants du Liban, l'Irak est un ensemble de plus de 22 millions d'habitants qui dispose d'importantes ressources pétrolières. Les enjeux ne sont pas de même nature. Les deux pays entretiennent des relations complexes teintées de proximité religieuse et de méfiance. Plus la situation en Irak se détériore, plus l'Iran dispose de capacité d'immixtion au cœur des institutions irakiennes. L'Iran, avec ses 1500 km de frontière commune avec l'Irak, consacre une grande part de son énergie afin de pouvoir peser sur les destinées de ce pays à l'avenir incertain. L'ensemble des canaux d'influence, comme au Liban ou en Afghanistan, est mis en œuvre en Irak avec des moyens décuplés.

23.3.1. *L'Iran, premier ennemi de l'Irak ?*

Saddam Hussein, en déclenchant la guerre avec l'Iran, menait une guerre préventive contre la jeune révolution iranienne. Il craignait une contagion révolutionnaire chez sa majorité chiite et un éclatement communautaire de son pays. C'est lui qui est à l'origine du conflit. Mais, vers le mois de juin 1982, lorsque la guerre semble tourner à l'avantage de l'Iran, c'est bien l'ayatollah Khomeyni qui décide de poursuivre les hostilités. Les combats se portent alors en Irak même, dans le sud du pays à majorité chiite. Le Guide de la Révolution espère bien que les populations chiites rejoindront le camp iranien. Il n'en sera rien. Le raïs irakien, en maniant la carotte et le bâton, parvient à garder sous contrôle sa communauté chiite. L'idée nationale irakienne résista tant bien que mal à la solidarité religieuse.

Les relations complexes entre les deux pays résultent à la fois d'un sentiment de proximité et de concurrence séculaire. Preuve que les relations avec l'Iran ne sont pas toujours simples, le ministre irakien de la Défense par intérim, Hazem Sha'alan, déclara en juillet 2004 au *Washington Post*, que « l'Iran était le premier ennemi de l'Irak »³³. Depuis, les relations entre les deux Etats se sont normalisées. L'Iran a été l'un des tous premiers pays à reconnaître le gouvernement provisoire mis

³² DJALILI Mohammad-Reza, *op. cit.*, p.118.

³³ STRUCK Doug, « Iraq war and Afghan aftermath », *Washington Post*, 26 juillet 2004.

en place par les Américains et la première visite officielle du gouvernement par intérim irakien fut à destination de Téhéran.

23.3.2. *Des mouvements chiites irakiens sous influence*

Il existe quatre forces politiques majeures chez les chiites irakiens. Chacun de ces courants, à des degrés divers, est lié à la République islamique. Les deux partis politiques principaux, le parti al-Dawa al-Islamiya et le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRII), participent au gouvernement. Les deux autres courants chiites refusent toute participation. Le grand ayatollah Ali al-Sistani, personnalité respectée et populaire, est un ouléma qui a toujours déclaré ne pas vouloir s'occuper directement de politique. Sa fonction est avant tout religieuse mais ses avis sont toujours très écoutés. Il est le grand *marj'a* irakien, dont l'enseignement religieux peut être suivi par tout chiite y compris iranien. Le dernier courant est porté par le jeune Moqtada al-Sadr, nationaliste acharné. La révolte fomentée par ses troupes en avril 2004 avait donné du fil à retordre à la coalition. Ces mouvements, à l'exception du CSRII très ouvertement pro-iranien, revendiquent une large autonomie vis-à-vis de Téhéran. Pour Moqtada al-Sadr même, l'influence iranienne est fermement rejetée. Pourtant, aucun courant chiite n'échappe à un certain contrôle iranien, direct ou indirect.

Le parti Dawa est le plus ancien parti islamiste d'Irak. Pierre-Jean Luizard le considère comme le plus « irakien », c'est-à-dire comme le plus indépendant par rapport à l'Iran. Pourtant, ce parti a trouvé refuge de nombreuses années en Iran lors des terribles années de répression du régime baasiste. Il est aujourd'hui largement financé par l'Iran mais la lutte clandestine acharnée qu'il a engagée contre le pouvoir de Saddam Hussein et le fait que nombre de ses militants l'ont payé de leur vie, donne à la Dawa une légitimité comparable aux mouvements de la résistance française aux lendemains de la libération. Son président, Ibrahim al-Jaafari, est ainsi devenu le premier ministre par intérim du gouvernement provisoire irakien. A ce titre, il s'est rapidement rendu à Téhéran à la tête d'une importante délégation. Il a, au cours de cette visite, rencontré les principales autorités du régime dont le Guide.

L'autre parti chiite, le CSRII d'Abdul-Aziz al Hakim, est quant à lui résolument proche de l'Iran. Lui aussi exilé en Iran, il dispose d'un puissant bras armé, la Brigade Badr, forte de quelques 15 000 hommes, aujourd'hui appelée mouvement Badr afin de lui donner une tonalité moins agressive. Pendant la guerre Iran-Irak, cette unité a même combattu aux côtés de l'Iran, ce que nombre d'Irakiens considèrent comme un acte de trahison impardonnable. La brigade Badr a aussi joué un rôle important lors de la révolte chiite de 1991 consécutive à la première guerre du Golfe et encouragée par les services américains. La brigade prit le contrôle de Bassorah quelques jours avant que la garde Républicaine irakienne ne reprenne le dessus et la force à trouver de nouveau refuge en Iran. Le CSRII devint après ces événements, le principal mouvement d'opposition au régime en concurrence avec le mouvement d'Ahmed Chalabi. Un dernier exemple permet de se rendre compte de ce que le CSRII est profondément lié à Téhéran : Sayyid al-Hashimi, fondateur du parti dont il fut le premier président avant l'ayatollah Muhammad Baquer al-Hakim, est

désormais le chef du pouvoir judiciaire en Iran, où il est connu sous le nom de Mahmoud Hashemi Shahroudi. L'ancien président du CSRII peut être considéré comme la quatrième personnalité de l'Etat iranien.

Le succès de ces deux partis chiites lors des élections de janvier 2005 a non seulement validé la stratégie des mollahs iraniens, mais il a, par la même occasion, considérablement renforcé leur influence à long terme.

L'Ayatollah Ali Sistani, figure du courant religieux modéré, est une personnalité éminemment respectée en Irak. Pour les Américains, il est considéré comme la personnalité irakienne la plus influente³⁴. Ses avis sont bien souvent suivis à la lettre comme en témoigne sa fatwa contre la rébellion de Moqtada al-Sadr à Nadjaf en avril 2004 qui avait mis fin aux combats. Les autorités américaines officielles ont toujours émis le souhait de le rencontrer mais Sistani, bien qu'il ait constamment appelé à une attitude conciliante vis-à-vis des troupes américaines, a toujours refusé de rencontrer les émissaires américains. Les Iraniens, en revanche, ont eu des entretiens avec l'Ayatollah irakien à plusieurs reprises. Le ministre des Affaires étrangères iranien l'a notamment rencontré en août 2005³⁵. Ali Sistani est né en Iran, et même s'il a passé l'essentiel de sa vie en Irak, il est en possession d'un passeport iranien.

Le jeune leader nationaliste Moqtada al-Sadr ne peut guère, a priori, être suspecté de sympathie envers l'Iran. Il critique ouvertement le CSRII et le parti Dawa pour leur exil iranien et reproche à l'Ayatollah al-Sistani ses origines perses. Mais cela ne l'a pas empêché d'effectuer, comme les autres, l'indispensable visite à Téhéran en juin 2003. Sa révolte d'avril 2004 a eu des conséquences bénéfiques pour l'Iran. Il est probable que sa milice du mehdi ait reçu quelque soutien indirect de la part de la République Iranienne bien que les mollahs se méfient de ce chef chiite remuant et difficilement contrôlable.

23.3.3. *Le mode opératoire iranien tous azimuts*

L'Irak représente pour l'Iran un champ d'action idéal pour exercer son influence au travers du chiisme. Il y déploie toutes les armes de son arsenal. L'influence religieuse auprès des mollahs irakiens des villes saintes, qui disposent pour une large partie d'entre eux d'un passeport iranien, a déjà été évoquée, comme les liens privilégiés établis avec chacun des quatre courants politiques irakiens. Téhéran ne se limite évidemment pas à ces deux champs d'action. L'International Crisis Group, dans son rapport le plus récent concernant l'influence iranienne en Irak, souligne l'apport essentiel de deux acteurs privilégiés de la stratégie d'influence déployée par Téhéran : le ministère du Renseignement et une branche du corps des Gardiens de la Révolution, « *Qarargah Ramezan* »³⁶. Les services iraniens ont la partie facile pour infiltrer leurs agents en Irak : beaucoup d'Irakiens parlent farsi. Au cours d'une conférence de presse entre les ministres des Affaires

³⁴ KEMP Geoffrey, « Irak and its neighbours », Spécial Report , *United States Institute of Peace*, novembre 2005

³⁵ «Iran in Irak : how much influence ? », Middel East Report n° 38, *International Crisis Group*, 21 mars 2005, p10.

³⁶ International Crisis Group, op. cit., p.14.

étrangères des deux pays, le ministre irakein Hoshya Ze Bari parlait en farsi. Les pèlerinages dans les villes saintes irakiennes offrent autant de prétextes à une traversée de la frontière. Les anciens réfugiés irakiens en Iran, qui furent plusieurs centaines de milliers, sont aussi des relais efficaces pour une action des services iraniens. Les *Pasdarans* apportent conseils et soutien militaires aux miliciens chiites, essentiellement dans le sud du pays. Mais la fourniture d'armes par l'Iran aux forces de la rébellion irakienne, comme le souligne l'International Crisis Group, est difficile à prouver tant le trafic de contrebande entre les deux pays est en recrudescence depuis la mise en place du programme « pétrole contre nourriture ». Un rapport rédigé en octobre 2003 par le V^e corps de l'US Army se faisait déjà l'écho des ces infiltrations d'agents iraniens³⁷. Frédéric Tellier, dans son livre *L'heure de l'Iran*, voit également dans les assassinats de dignitaires religieux réalisés à Najaf au début de la guerre, l'œuvre occulte des services iraniens : l'ayatollah Baquer Al Hakim est assassiné le 29 août 2003. Chef religieux modéré dont les positions anti-iraniennes sont connues, sa disparition a pu être perçue comme un immense gâchis pour les défenseurs d'une solution pacifique à la crise. « L'attentat de Nadjaf a bénéficié d'une logistique particulièrement lourde, précise Frédéric Tellier, et sans doute plus proche des techniques appliquées par les Gardiens de la Révolution que de l'empirisme et de l'opportunisme de rebelles irakiens³⁸ ». Outre l'action occulte, l'Iran fait un usage immodéré de l'influence économique. Nombreux sont les hommes d'affaires iraniens qui sillonnent l'Irak, particulièrement dans la région de Bassorah. Deux projets économiques d'importance sont par ailleurs en cours de discussion : il s'agit d'un aéroport de plusieurs millions de dollars dans le sud du pays financé par des prêts iraniens à faible intérêt et un pipeline qui relie Bassorah aux raffineries d'Abadan en Iran. La présence de l'Iran est aujourd'hui aisément palpable à Bassorah. La ville était autrefois le lieu favori pour les Irakiens aisés en quête d'une vie nocturne cosmopolite et occidentalisée. Aujourd'hui, les patrouilles de militants chiites imposent la non vente de boissons alcoolisées et la stricte observance des codes vestimentaires à l'iranienne.

L'Influence de l'Iran en Irak n'a jamais été aussi grande. Profitant des liens séculaires qui existent entre les chiites des deux pays, l'Iran a réitéré les méthodes qui lui avait permis d'exporter ses idées révolutionnaires auprès de la communauté chiite libanaise et de s'assurer du soutien de la minorité chiite hazara Afghane. La politique d'influence par le biais du chiisme a porté ses fruits et les réussites sont exemplaires à plus d'un titre. Pourtant le succès de cette stratégie doit être relativisé. Le soutien de la population irakienne dans son ensemble est loin d'être acquis. La politique pro-chiite est elle-même une politique à courte vue tant le monde chiite est un espace morcelé où la solidarité entre les communautés s'avère toute relative.

³⁷ BEBAT Alexis, « La maison Blanche face au défi iranien », *Politique Internationale*, n°107, printemps 2005, p.180

³⁸ TELLIER Frédéric, op. cit., p166.

TROISIEME PARTIE : LES LIMITES DU PANCHIISME

Si Téhéran a fait la preuve qu'il pouvait exercer un relatif contrôle sur telle ou telle communauté chiite, le rêve d'exporter le modèle de la Révolution islamique s'est éteint dès les premières années du régime. Aujourd'hui, le seul mouvement qui reprenne presque intégralement la vision d'un Khomeiny est le Hezbollah libanais que même l'Iran a tendance à considérer comme un allié gênant et décalé, témoin d'une époque révolue. La communauté chiite mondiale de 140 millions de croyants ne peut être considérée comme un ensemble homogène qu'un Etat comme l'Iran serait capable de fédérer sous sa bannière autour d'un projet politique.

Le monde chiite est un ensemble extrêmement morcelé où l'égoïsme sacré semble être la règle. Le succès relatif observé en Irak peut se résumer à une simple capacité de nuisance pour Téhéran dont le modèle charrie son lot de critiques auprès des populations chiites locales. L'Iran en a d'ailleurs bien conscience et sa politique d'influence ne se limite plus à la sphère chiite.

31. Une « Polynésie confessionnelle »

31.1. Plusieurs chiismes

Le chiisme s'est scindé dès le premier siècle de son existence en trois parties inégales et au destin divergent : le *zeydisme* qui survit aujourd'hui au Yémen, le *chiisme septimalien* qui, lui-même, s'est fractionné en toute une série de mouvements que l'on regroupe généralement sous le terme générique d'ismaélisme, et enfin, le *chiisme duodécimain*, celui qui existe principalement en Iran, au Liban et en Irak. Les divergences entre chiites sont d'ordre dynastique. Pour les septimaliens, seuls les sept premiers Imams sont légitimes. Les duodécimains reconnaissent l'ensemble des douze Imams jusqu'à l'occultation du dernier d'entre eux. C'est pourquoi François Thual fait remarquer que « si les chiites duodécimains du Moyen-Orient considèrent la révolution islamique iranienne comme un pôle, ce pôle ne fédère pas l'ensemble des chiites, loin de là. L'influence iranienne est particulièrement sensible dans le monde du chiisme duodécimain - et encore avec beaucoup de nuances - mais elle est assez faible dans le monde ismaélien³⁹ ». Les Druzes constituent un autre exemple de dissension. Chiites, ils représentent une secte née au XI^e siècle d'une scission de l'ismaélisme. Il s'agit d'une religion fermée, c'est-à-dire que l'on naît druze mais que l'on ne peut le devenir par une simple profession de foi. Les alaouites syriens sont également

³⁹ THUAL François, *op.cit.*, p14.

chiites mais ils ne reconnaissent que la lignée des Imams jusqu'au onzième d'entre eux ce qui constitue une grave trahison pour un chiite duodécimain.

Enfin, au sein même du chiisme duodécimain, les divergences sont nombreuses. Téhéran n'a plus d'influence sur les communautés azéris d'Azerbaïdjan ni sur les Alevis de Turquie. Dans les deux cas, il s'agit pourtant de chiisme duodécimain. Mais un chiisme marqué par soixante-dix ans de soviétisme et de propagande athée dans le premier cas, et dans l'autre une population qui a embrassé la cause Kemaliste avec ferveur et qui ne dispose pas d'un clergé structuré. Ces deux communautés fortement laïcisées n'ont naturellement plus de liens privilégiés avec le tuteur iranien.

31.2. Les chiites libanais, ou la solidarité confessionnelle oubliée

L'exemple libanais démontre également que les solidarités chiites doivent être relativisées même entre groupes chiites duodécimains au sein d'un même pays. Pendant les quinze années de la guerre civile libanaise, les chiites se sont successivement affrontés à toutes les composantes confessionnelles du Liban : ils ont fait la guerre aux maronites, aux druzes, aux Palestiniens qui occupaient une des régions chiites du Liban, ainsi qu'aux Syriens. Puis, les chiites libanais ne tardèrent pas à se diviser entre pro-syriens et pro-iraniens. Cette division aboutit à des affrontements armés extrêmement violents entre le Hezbollah libanais et les milices Amal pro-syriennes, dirigées par Nabi Berri. La seule logique dans tous ces affrontements était la volonté inébranlable des différentes factions chiites d'être enfin reconnu politiquement pour ce qu'ils étaient en train de devenir sur le plan démographique, à savoir la première communauté libanaise. En Irak, la situation n'est pas si différente. Les chiites irakiens sont loin d'être unis. La solidarité fonctionne néanmoins tant que la pression des extrémistes sunnites oblige la communauté chiite à faire front.

La galaxie chiite, si l'on excepte l'Iran, donne donc l'impression d'une sorte de « Polynésie confessionnelle⁴⁰ » selon l'expression de François Thual. Olivier Roy parle quant à lui de « religion acentrée⁴¹ ».

32. **L'exemple iranien en question**

La capacité de l'Iran à incarner le modèle de référence pour les chiites trouve aussi ses limites. L'échec économique patent de la République islamique et l'identité perse du régime sont, pour les populations essentiellement arabes qu'il importe de séduire, un véritable frein. Par ailleurs, le retour en force du chiisme en Irak ne joue pas forcément en faveur de Téhéran : l'Irak, à partir de Nadjaf, peut offrir au monde chiite un modèle concurrent qui, si le pays parvenait à régler ses dissensions, ne manquerait pas d'atouts.

⁴⁰ THUAL François, *op.cit.*, p137.

⁴¹ ROY Olivier, *L'Echec de L'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1999

32.1. Un échec économique

L'Iran bénéficie, certes, de l'accroissement spectaculaire des revenus en devises dû à l'euphorie du marché international de l'énergie. Mais la rente pétrolière de l'Iran, estimée à quelques 50 milliards de dollars en 2005, ne peut plus dissimuler les faiblesses structurelles d'une économie marquée par le taux d'inflation le plus élevé du Moyen-Orient, après celui de l'Irak et dont le taux de croissance relativement élevé (environ 5 %) ne repose que sur le renchérissement de l'or noir. L'économie iranienne doit créer d'ici à 2009 environ quatre millions d'emplois afin de stabiliser le taux actuel du chômage, qui s'élève officiellement à 16 %⁴². Le récent vainqueur de l'élection présidentielle, Mahmoud Ahmadinejad, souffre d'une image très négative auprès des milieux d'affaires en raison notamment d'un programme économique particulièrement vague.

L'économie iranienne se heurte par ailleurs à un certain nombre d'obstacles. A l'intérieur, les privilégiés du pouvoir islamique profitent, sans désir de changement aucun, d'une économie étatisée et rentière engluée dans un système de fondations, symbole d'inefficacité avec ses entreprises d'Etat majoritairement déficitaires. A l'extérieur, les tensions croissantes avec la communauté internationale font de la République islamique un Etat en quarantaine où le ralentissement des activités, l'effondrement spectaculaire des valeurs boursières et la fuite massive de capitaux, notamment vers les Emirats arabes unis, ne militent guère en faveur du modèle iranien. Si l'Iran a le sentiment d'être un pays de grande civilisation, un égal de la Grèce antique à son heure, il se rend compte également, et le monde entier avec lui, qu'il lui est aujourd'hui impossible de produire un bien industriel exportable.

32.2. L'identité perse

Dans son célèbre livre *Le choc des civilisations*, Samuel Huntington distingue cinq civilisations dont la civilisation musulmane. Pour chaque civilisation, un Etat, parmi l'ensemble de ceux qui constituent l'ensemble en question, se détache et, par son rayonnement et son exemple, entraîne tous les autres. Cet Etat, dans la théorie d'Huntington est appelé « Etat phare ». Les Etats-Unis sont l'Etat phare de la civilisation occidentale. La Chine fédère autour d'elle la civilisation chinoise. La particularité de la civilisation musulmane est qu'aucun Etat phare n'est assez fort pour véritablement jouer son rôle. La Turquie, trop laïque et occidentalisée selon certains, ne saurait faire l'affaire. Pour l'auteur, l'Iran non plus : une puissance perse ne peut en aucun cas fédérer une civilisation comprenant une majorité de pays arabes. Cette identité perse est au cœur de la difficulté iranienne à jouer pleinement son rôle de fédérateur du monde chiite. Frédéric Tellier évoque « l'ethnocentrisme, voir le racisme qui oppose arabes et persans⁴³ ». Les mots sont forts et expriment bien l'aversion qui caractérise parfois les relations entre ces deux populations. Ce sentiment ambivalent apparut clairement lors de la guerre avec l'Irak qui s'est précisément

⁴² KHAVAND Fereydoun, « L'Iran du président Ahmadinejad », *Enjeux diplomatiques et stratégiques 2006*, CEDS, Paris, Economica, p.174

⁴³ TELLIER Frédéric, *op. cit.*, p.107.

déroulée dans les zones à peuplement chiite. Dans leur grande majorité, les populations chiites irakiennes sont restées fidèles à leur pays. La guerre s'est conclue, au moins sur le plan intérieur, par une victoire de l'idée baasiste d'intégration des communautés dans un Etat fort, au nom du nationalisme arabe. Les chiites du Sud de l'Irak ont décidé de faire passer leur arabité avant leur religion. S'ils « se sentaient solidaires de la religion de leurs ennemis, ils voyaient avant tout en eux des Iraniens, c'est-à-dire des ennemis traditionnels du monde arabe⁴⁴ ». Cette attitude est également observée chez les chiites des pays du Golfe chez qui le dilemme d'identité est tout aussi fort. Sont-ils avant tout des chiites, donc destinés à se tourner vers la nouvelle patrie du chiisme qu'entend incarner l'Iran des ayatollahs ? Ou sont-ils avant tout des Arabes pratiquant une forme différente d'Islam ? Le succès de la politique chiite de Téhéran dépend de la réponse qu'apporteront les chiites du Golfe.

32.3. Une double concurrence

Les Etats sunnites de la région, dans la gestion de leurs minorités chiites respectives, ont bien conscience de la relation ambivalente que celles-ci entretiennent avec l'Iran. Ces dernières années, ils ont tenté de rompre le lien avec Téhéran par un effort d'intégration de leurs populations chiites. Cette stratégie est particulièrement flagrante au Bahreïn, où les leaders chiites, de retour d'exil dans le courant des années 90, après une période de très violents affrontements avec le pouvoir, ont obtenu de celui-ci des contreparties politiques et économiques. En Arabie saoudite, les chiites ont été invités à participer au « dialogue national » mis sur pied pour discuter des manières de réformer le royaume, et certains de leurs leaders ont obtenu des facilités médiatiques pour plaider la cause de l'intégration des chiites dans le royaume. Plus récemment, l'émirat du Qatar a octroyé à sa minorité chiite des droits religieux spécifiques.

Outre cette concurrence des Etats sunnites, celle de l'Irak, au sein même du monde chiite, ne demande qu'à se développer. L'Irak pourrait bien être capable de prendre la tête du chiisme mondial. Il dispose pour cela de nombreux points forts qui rendent l'entreprise plausible et réaliste. Téhéran a bien conscience de ce risque. C'est bien pourquoi la République islamique pèse de tout son poids pour maintenir son voisin sous un étroit contrôle.

L'Irak bénéficie d'une crédibilité importante du point de vue religieux. Tous les Imams vénérés par les chiites sont arabes. Ils sont nés et morts sur une terre arabe. Les principaux mausolées objet de nombreux pèlerinage sont situés en Irak. Les principaux sont celui d'Ali, à Nadjaf et celui de son fils Hussein à Kerbela. La ville même de Nadjaf résonne d'une manière particulière aux yeux du monde chiite. Elle était le site privilégié de la *marja'iya* avant que Qom ne prenne le relais. C'est depuis la ville sainte de Najdaj que Khomeyni a énoncé pour la première fois sa théorie du *Velayat-e faqih*, au début des années 1970. Il y résida de 1965 à 1978, et y dirigea le mouvement qui allait aboutir à la révolution islamique en Iran et au renversement de la dynastie des Pahlavi. Nadjaf était alors la pépinière des futurs cadres des mouvements islamiques chiites. Le centre religieux

⁴⁴ THUAL François, *op. cit.*, p.92.

aujourd'hui ne rassemble pas plus de 1500 étudiants⁴⁵. Certes, Nadjaf ne pourra pas redevenir un centre de formation crédible tant que durera l'occupation américaine, de la même manière que la ville avait déjà perdu une grande partie de son influence internationale en 1920 du fait de l'occupation britannique⁴⁶. Mais les grands Ayatollahs irakiens, à commencer par l'Ayatollah Ali Sistani dont nombre d'adorateurs sont iraniens, demeurent des rivaux potentiels du Guide iranien. Ils sont à même de souligner les carences de la formation théologique d'Ali Khamenei : ce dernier, lorsqu'il fut désigné successeur de Khomeyni, n'avait même pas le rang d'Ayatollah. Le modèle irakien, distinct de celui prôné par la Révolution iranienne où les religieux se retrouvent à la tête du pouvoir politique, représente une alternative traditionnellement plus modérée. Les Oulémas irakiens appartiennent en majorité au mouvement quiétiste. Pour eux, les clercs, s'ils peuvent donner des avis dans le domaine politique, doivent cantonner leur pouvoir au spirituel. Les fidèles se réfèrent à eux non pas pour les décisions concernant le gouvernement mais pour un enseignement. Ce courant quiétiste existe aussi en Iran. Nombreux sont les clercs qui se montrent prêts à remettre en question le concept du *velayat-e faqih*, comme en témoignent les propos de l'ayatollah Mohaghegh, professeur à l'université de Téhéran et enseignant à Qom, au journal *Le Monde* : « Le fait que soient réactivés à Nadjaf des séminaires indépendants du pouvoir politique va résonner de manière particulière en Iran. Cela peut créer chez nous des espaces de respiration pour ceux qui veulent se conformer simplement à la tradition en renouant des liens directs avec les fidèles qui ont été, depuis des siècles, leurs partisans⁴⁷ ». L'existence d'un courant contestataire au sein du clergé iranien ne fait par ailleurs aucun doute tant la repression du régime à leur encontre est acharnée. « Depuis 1988, rapporte Frédéric Tellier, la Cour spéciale pour le clergé a condamné à mort près de 600 clercs, en a dégradé 2 000 et sanctionné près de 4 000 alors que 3 000 autres étaient emprisonnés⁴⁸ ».

Les Américains, de leur côté, ont bien conscience de ce potentiel contestataire du chiisme irakien. La perspective d'une bipolarité du monde chiite autour de Nadjaf et de religieux réputés plus modérés ne serait pas pour leur déplaire, bien au contraire. Les néo-conservateurs américains parlent en terme dépréciatifs des « mollahs » de Téhéran, et à l'inverse des « Oulémas » de Nadjaf. Selon Bernard Hourcade, « les Etats-Unis estiment que le chiisme constitue un terreau beaucoup plus fertile pour penser le politique et accomplir des réformes dans le monde arabo-musulman⁴⁹ ». Cette idée constitue l'une des thèses principales du dernier livre d'Alexandre Adler, *Rendez-vous avec l'Islam*, qui fait le pari d'un salut de l'islam par le chiisme, « grâce aux trésors d'ouverture de cette philosophie de minoritaires et de dissidents⁵⁰ ». Que ferait en effet Téhéran si demain une

⁴⁵ LUIZARD Pierre-Jean, *op.cit.*, p.256.

⁴⁶ Entretien avec Yann RICHARD à la Sorbonne, le mercredi 21 février 2006.

⁴⁷ *Le Monde* du 18 juin 2003

⁴⁸ TELLIER Frédéric, *op.cit.*, p.35.

⁴⁹ HOURCADE Bernard, «Le renouveau du chiisme irakien, ou le fantasme d'un « croissant chiite », dossier spécial, *Le Temps*, 3 février 2005.

⁵⁰ ADLER Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, Paris, Grasset, septembre 2005.

fatwa venue d'Irak, qu'aucun des dignitaires iraniens au pouvoir n'aurait la compétence d'annuler condamnait le régime iranien en le jugeant contraire à l'esprit de l'islam chiite ?

33. Quand l'Iran regarde au-delà du chiisme

« Lorsque de son vivant l'Imam Khomeiny faisait un discours directement centré sur un thème chiite, la presse arabe, ordinairement réticente devant la Révolution iranienne, en reproduisait volontiers la traduction sans commentaire en première page ; cela suffisait pour écarter de la République islamique les sunnites indécis qui rêvaient d'en faire l'expérience chez eux⁵¹ » : l'exemple cité ici par Yann Richard illustre à l'envie les limites de la politique pro-chiite de l'Iran. Si l'exportation de la révolution khomeyniste n'a jamais eu lieu, c'est que l'islam iranien est resté prisonnier du chiisme. La République islamique le sait bien, en témoigne sa politique de séduction vers l'ensemble du monde musulman, au-delà des divergences entre sunnites et chiites.

33.1. Le changement de stratégie des années 90

Khomeyni, à la fin de sa vie, avait bien saisi l'erreur qu'avait constituée pour son régime une politique extérieure essentiellement centrée sur les seuls chiites. Pour faciliter les contacts entre chiites et sunnites, le Guide iranien avait autorisé les fidèles à prier derrière un imam sunnite. Cette mesure, immédiatement applicable lors des nombreux pèlerinages, à la Mecque comme à Médine, a constitué un acte important pour le rapprochement entre les deux communautés.

En matière de politique internationale, le slogan répété constamment durant les années Khomeyni avait été : « ni l'Est, ni l'Ouest : République islamique ». Après la mort du premier Guide de la révolution et la chute du communisme, cette formule perdit toute pertinence. Il faut attendre l'élection de Khatami pour que celui-ci lance à son tour une nouvelle doctrine, le « dialogue des civilisations ». De manière à éviter que les grands Etats de la région prennent en grippe une politique iranienne trop engagée en faveur de mouvements extrémistes déstabilisateurs, Téhéran se lance dans une politique d'ouverture et de normalisation avec ses principaux partenaires. La réconciliation sera effective avec l'Arabie Saoudite à partir de 1996, avec l'Egypte en 2003. Cette même année, le président Khatami fait une visite au Liban pendant laquelle il tient un discours apaisant face aux chrétiens libanais auprès desquels il réussit un numéro de charme dont il a le secret. Le patriarche maronite Nasrallah Sfeir loue la « grande culture » du Président iranien et souligne son « amour du Liban ». En Afghanistan, constatant que le soutien aux seuls hazaras⁵² ne permet pas de peser suffisamment sur les destinés de ce pays, l'Iran se tourne vers les tadjiks et l'Alliance du nord. L'influence ethnique (les tadjiks sont de culture perse et parlent le farsi) prend alors le pas sur l'influence religieuse. De même, le soutien au chef de guerre sunnite Ismaël Khan

⁵¹ RICHARD Yann, *op. cit.*, p.251.

⁵² Les Hazaras, qui ne représentent que 16 % de la population afgane, avancent en outre en ordre dispersé : on compte huit partis politiques hazaras bien souvent incapables de s'entendre.

n'a pour but que de renforcer l'influence iranienne dans la région d'Herat, sur la zone frontière entre les deux pays : la politique extérieure iranienne se fait plus pragmatique.

33.2. L'Iran et le mythe de l'Umma musulmane

L'article 152 de la Constitution iranienne montre la voie d'une action en direction de l'ensemble des fidèles du monde musulman : la République islamique se doit de défendre « les droits de tous les musulmans ». Dans cette optique, la théocratie iranienne s'est lancée, dès la fin du règne de Khomeyni, dans une politique qui visait à faire de l'Iran le *leader* du monde musulman ou tout au moins de plaire au plus grand nombre de croyants possible. Déjà, le 14 février 1989, par la fatwa condamnant à mort Salman Rushdie, l'ayatollah Khomeyni avait contribué à frapper l'esprit des masses musulmanes. Alors que les religieux sunnites restaient étonnamment silencieux, l'Iran se drapait dans le rôle de défenseur de l'Islam offensé. « Soudain, les arabes sunnites se rendaient compte que les chiites pouvaient défendre l'intégrité du Coran contre un complot occidental ⁵³ ». Le soutien actif aux mouvements sunnites palestiniens, Hamas et Djihad islamique, ne vise pas autre chose : se présenter comme le défenseur de la communauté des croyants dans son ensemble, la mythique *Umma* musulmane, au-delà des divergences entre chiites et sunnites. Les manifestations de février 2006 contre les caricatures du prophète Mahomet parues dans la presse occidentale, qui enflammèrent le monde musulman, et qui furent particulièrement violentes à Téhéran, procèdent exactement de la même politique. La surenchère verbale du nouveau président Ahmadinejad correspond elle aussi à la quête d'un soutien élargi en dehors du seul monde chiite. Face au soutien actif de Washington envers Israël et à la présence accrue de l'armée américaine dans la région, l'action de L'Iran ne peut que susciter un sentiment diffus de sympathie de la part du monde arabe.

CONCLUSION

Religion encore peu connue en France, le chiisme représente aujourd'hui une donnée incontournable de la géopolitique du Moyen-Orient. Avec 140 millions de croyants et d'importantes minorités à travers le monde, le chiisme a connu récemment un renouveau identitaire qui lui a permis de rompre son isolement politique et de pouvoir à nouveau prétendre peser sur sa propre destinée. Les succès politiques du Hezbollah libanais mais surtout l'arrivée au pouvoir des chiites en Irak illustrent à merveille ce renouveau chiite. L'Iran, seule patrie où le chiisme est religion d'Etat depuis le XVI^e siècle, s'est toujours présenté comme le défenseur de cette religion minoritaire et persécutée par la majorité sunnite. Du même coup, c'est l'ensemble des pays arabes

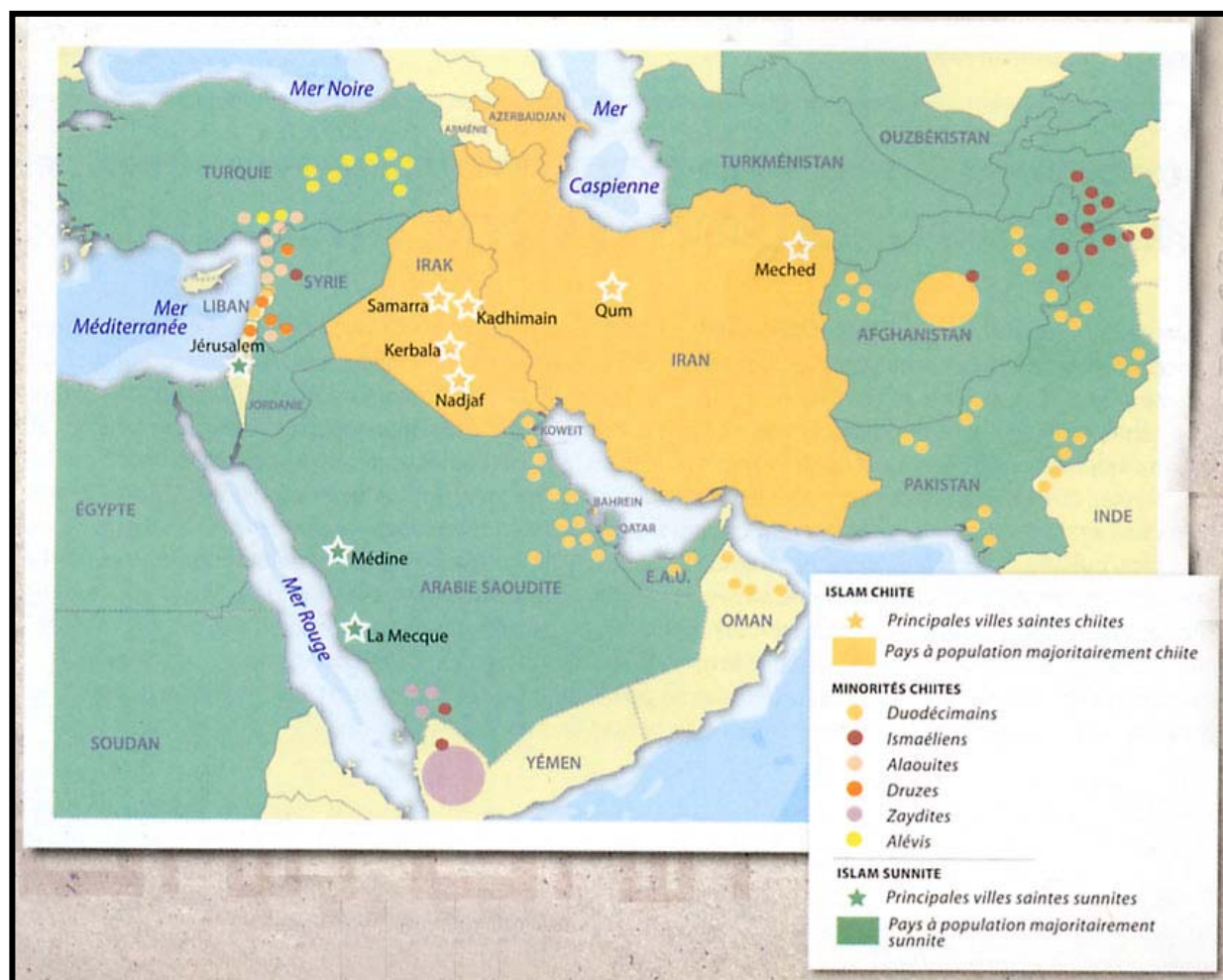
⁵³ Entretien avec Yann RICHARD à la Sorbonne, le mercredi 21 février 2006.

de la région qui se met à trembler à l'évocation d'un possible arc chiite de Téhéran jusqu'au Liban en passant par les Etats du Golfe balayés par leurs fortes minorités. La République islamique fait peur à juste titre. Son histoire récente se caractérise par les ruptures, les actions occultes et un soutien aux mouvements terroristes. L'influence non négligeable de son réseau religieux et les moyens financiers consacrés à sa politique pro-chiite, permettent à Téhéran de faire entendre sa voix. Mais l'Iran, qui souffre depuis plusieurs siècles d'un vif sentiment obsidional, entouré qu'il est par des voisins aux visées parfois hostiles, se sent désespérément seul. Perse au contact des pays arabes et chiite au cœur de la puissance sunnite, il est en outre contesté dans son leadership en sein même du monde chiite. L'Iran a bien tenté une action de séduction en direction de l'ensemble du monde musulman en volant au secours d'un islam offensé. Il a dû faire face à un double échec relatif : celui du panchiisme, réduit à une capacité de nuisance plus qu'à une réelle influence, et celui qui repose sur l'incapacité d'une puissance perse à prendre la tête de l'Umma musulmane.

L'Iran a bien conscience de ses limites : c'est bien pourquoi il fait montre d'une énergie décuplée pour tenter d'obtenir une arme nucléaire qui lui permette de s'affirmer plus encore. Comme le fait remarquer Bruno Tertrais, une telle arme « serait un moyen de dissuasion et serait peut-être davantage une bombe perse qu'une bombe islamique ⁵⁴ ». La bombe d'un pays véritablement isolé sur la scène internationale.

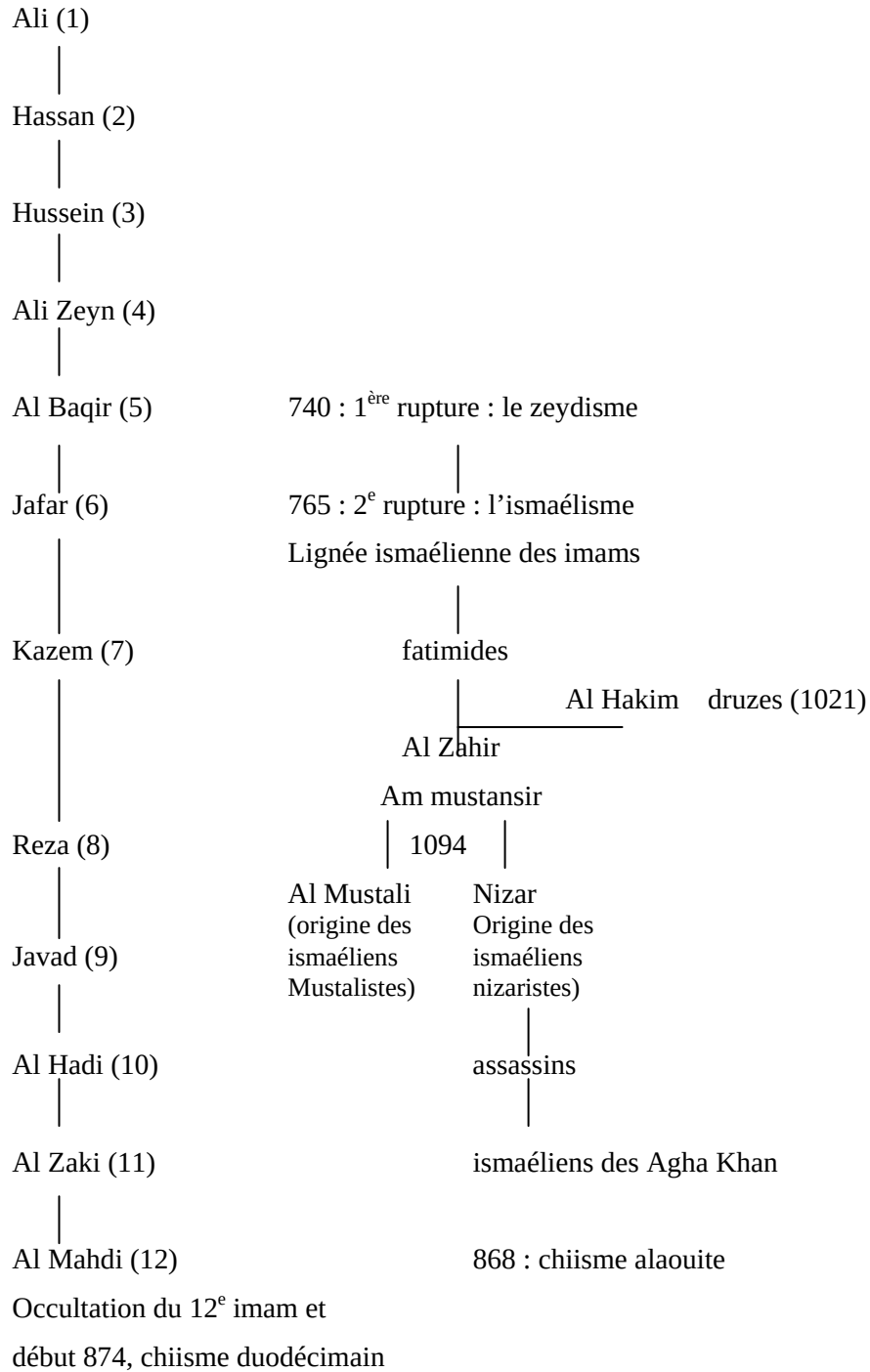
⁵⁴ TERTRAIS Bruno, actes de la journée d'étude du 19 janvier 2005, *Fondation pour la Recherche Stratégique*.

LE CHIISME DANS LE MONDE

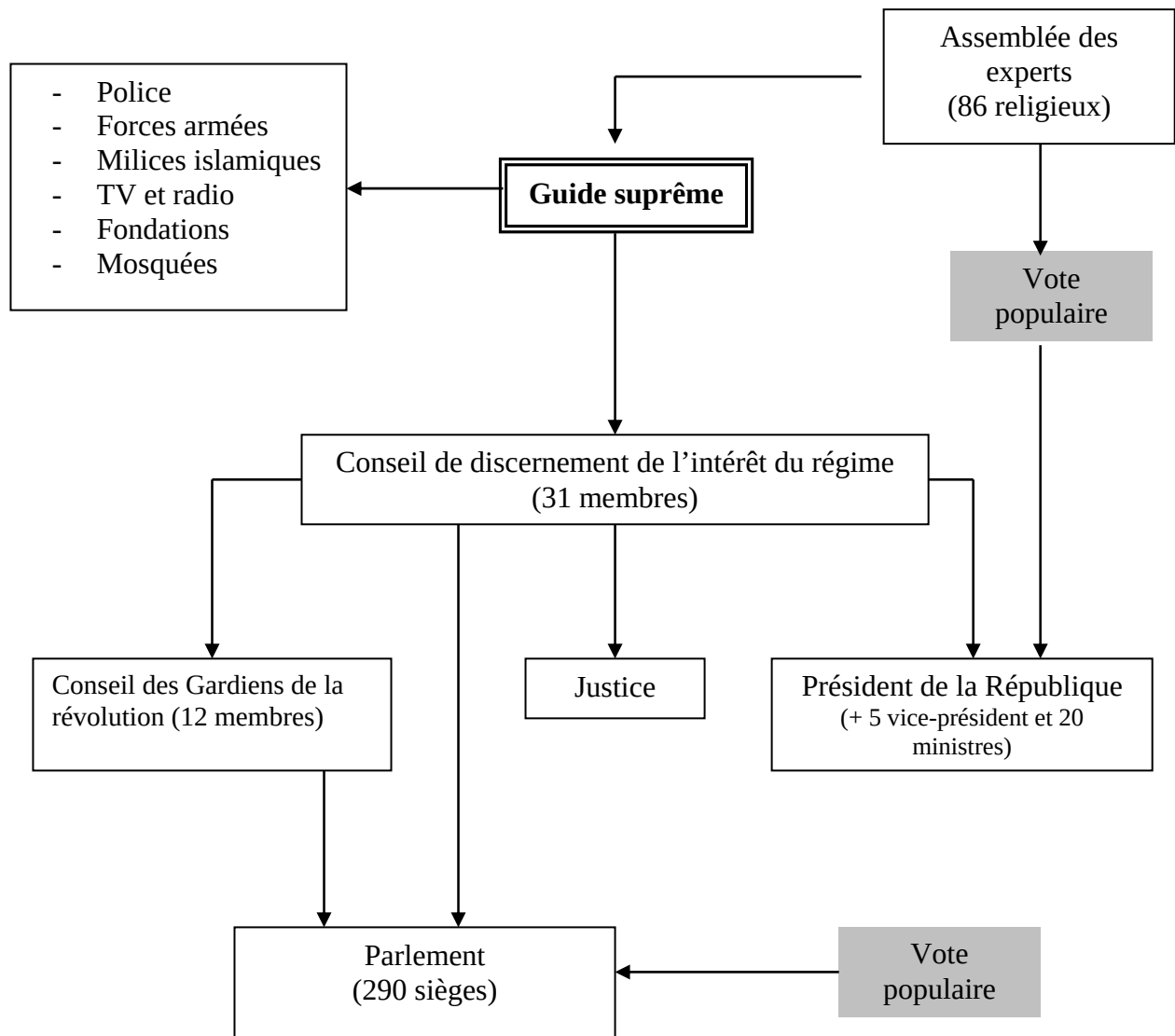


Source : AERION 2006. *Diplomatie*, janvier –février 2006

LES LIGNEES IMAMITES



ORGANIGRAMME DU POUVOIR IRANIEN



Les nouvelles élites politiques irakiennes et leurs connections avec l'Iran

Iraq's New Political Elite: Ties to Iran

Ibrahim al-Jaafari

Current prime minister of Iraq and head of Dawa Party (anti-Saddam party, split from Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, or SCIRI, after Iran-Iraq War over Iranian influence). Spent ten years in Iran during Iran-Iraq War, but moved to London in 1989.

Abdul-Aaziz al-Hakim

A cleric and leader of SCIRI party, formed under Ayatollah Khomeini and fought against Iraq in the Iran-Iraq War. Also heads the United Iraqi Alliance (UIA). Helped form Badr Brigade with training from Iranian intelligence and Iranian Revolutionary Guard Corps. Returned from Tehran in 2003.

Grand Aayatollah Ali al-Sistani

Iraq's top Shiite cleric. Iranian-born and speaks Arabic with an Iranian accent, but does not advocate Iranian-style Islamic state. Maintains ties with the Iranian clerical hierarchy and has an office in the Iranian spiritual center of Qom.

Ahmad Chalabi

Deputy prime minister. Accused by Washington in 2004 of sharing sensitive information with Tehran about U.S. intelligence gathering against Iran.

Humam Hamoudi

Chair of Constitutional Committee. SCIRI member; worked very closely with SCIRI head al-Hakim. Returned from twenty-two-year exile in Iran in 2003.

Adil Aabd al-Mahdi

Deputy president. Minister of Finance and Government in Allawi government. SCIRI member. Economist. Spent 1980s in Iran and recently accompanied Jaafari to Tehran.

Bayan Jabr

Minister of the Interior. Minister of Housing and Reconstruction under provisional government. Senior member of UIA and SCIRI; member of SCIRI political bureau in Lebanon and Syria during the 1990s. Former commander of Badr Brigade. Fled Iraq and took exile in 1980s in Iran.

Source : *United States Institute of Peace*, "Iran and Iraq, the Shia Connection", special report, novembre 2005

BIBLIOGRAPHIE

ENTRETIEN

Entretien avec Yann RICHARD à la Sorbonne le mercredi 22 février 2006

OUVRAGES :

ADLER Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, Paris, Grasset, septembre 2005

DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005

LUIZARD Pierre-Jean, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002

RICHARD Yann, *L'Islam chi'ite*, Paris, Fayard, 1991

ROY Olivier, *L'Echec de L'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1999

ROY Olivier, « Sous le Turban, la Couronne », in ADELKAHAH Fariba, *Thermidor en Iran*, Complexe, 1993

TELLIER Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Paris, Ellipses, 2005

THUAL François, *Géopolitique du chiisme*, Paris, Arléa, 2002

ARTICLES :

AMUZEGAR Jahangir, « Kathami and Iranian economy at mid-term », *Middle East Journal*, n°4, automne 1999

BEBAT Alexis, « La maison Blanche face au défi iranien », *Politique Internationale*, n°107, printemps 2005

DJALILI Mohammad-Reza, « Téhéran et ses incertitudes », *Le Figaro*, 17 mai 2005

HOURCADE Bernard, « Islam et monde », *Etudes*, mars 2005

HOURCADE Bernard, «Le renouveau du chiisme irakien, ou le fantasme d'un « croissant chiite », dossier spécial, *Le Temps*, 3 février 2005

KEMP Geoffrey, « Irak and its neighbours », Spécial Report, *United States Institute of Peace*, novembre 2005

KEPEL Gilles, « L'Europe en nouveau «grand Satan» », *Le Monde*, samedi 11 février 2006

KHAVAND Fereydoun, « L'Iran du président Ahmadinejad », *Enjeux diplomatiques et stratégiques 2006*, CEDS, Paris, Economica

KHOSROKHAVAR Farhad, « La politique étrangère en Iran : de la révolution à l'axe du mal », *Politique Etrangère*, janvier 2003

STRUCK Doug, « Iraq war and Afghan aftermath », *Washington Post*, 26 juillet 2004

MALBRUNOT Georges, « Le Hamas en quête de nouveaux financements », *Le Figaro*, 2 février 2006

POTOCKI Michel, « Réflexions sur le système constitutionnel iranien », *Géopolitique*, n°88 octobre 2004

ROY Olivier, « Où va l'Iran », *Le Figaro*, 30 avril 2004

RUBIN Barry, « Regime change in Iran: a reassessment », *Middle East Review of International Affairs*, n° 2, juin 2003

« Ahmadinejad n'attendra pas le Messie pour attaquer », *Asharq Al Awsat*, Londres, in *Courrier International*, 19-25 janvier 2006

«Iran in Irak : how much influence ? », Middle East Report n° 38, *International Crisis Group*, 21 mars 2005

« Jordan See threat to Election from Iran », *The Washington Post*, 8 décembre 2004

INTERNET ET COLLOQUES

TERTRAIS Bruno, actes de la journée d'étude du 19 janvier 2005, *Fondation pour la Recherche Stratégique*

HOURCADE Bernard, actes du colloque de géographie de Saint Dié, http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes/actes_2005/hourcade/article.htm

BAUCHARD Denis, « L'Iran quatre mois après », *Actualité Maghreb/Moyen Orient*, www.ifri.org, 28 octobre 2005

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE : LE PANCHIISME, UNE CARTE SEDUISANTE POUR TEHERAN

11. Les chiites à travers le monde.....	p.
11.1 <u>Les origines du chiisme.....</u>	<u>p.</u>
11.2 <u>Une puissance démographique.....</u>	<u>p</u>
11.3 <u>Une région clé du monde.....</u>	<u>p</u>
12. Des minorités en quête de soutien.....	p
12.1 <u>Une religion des exclus.....</u>	<u>p</u>
12.2 <u>Tensions entre sunnites et chiites.....</u>	<u>p</u>
13. Une nécessité pour l'Iran.....	p
13.1 <u>Un pays carrefour et une civilisation brillante.....</u>	<u>p</u>
13.2 <u>L'isolement de la République islamique sur la scène internationale.....</u>	<u>p</u>
13.2.1 <i>Un modèle unique et rejeté.....</i>	<i>p</i>
13.2.2 <i>L'Iran fait peur.....</i>	<i>p</i>

DEUXIEME PARTIE : COMMENT L'IRAN ETEND SA TOILE ?.....p

21. Les principaux acteurs du pouvoir.....	p
21.1 <u>Quand le clergé se mêle de politique.....</u>	<u>p</u>
21.2 <u>La place centrale du Guide.....</u>	<u>p</u>
21.3 <u>Une organisation duale pour une action duale.....</u>	<u>p</u>
21.4 <u>Le clergé iranien, un acteur plus ou moins indépendant du pouvoir.....</u>	<u>p</u>
21.5 <u>Les fondations, puissants vecteurs d'influence.....</u>	<u>p</u>
21. Une influence tous azimuts.....	p
22. Les réussites de l'Iran.....	p
23.1 <u>Afghanistan.....</u>	<u>p</u>
23.2 <u>Sud Liban.....</u>	<u>p</u>
23.3 <u>L'Irak.....</u>	<u>p</u>

23.3.1. <i>L'Iran, premier ennemi de l'Irak ?</i>	p
23.3.2. <i>Des mouvements chiites irakiens sous influence</i>	p
23.3.4. <i>Le mode opératoire iranien tous azimuts</i>	p
TROISIEME PARTIE : LES LIMITES DU PANCHIISME	p
31. Une « Polynésie confessionnelle »	p
31.1. <u>Plusieurs chiismes</u>	p
31.2. <u>Les chiites libanais, ou la solidarité confessionnelle oubliée</u>	p
32. L'exemple iranien en question	p
32.1. <u>Un échec économique</u>	p
32.2. <u>L'identité perse</u>	p
32.3. <u>Une double concurrence</u>	p
33. Quand l'Iran regarde au-delà du chiisme	p
33.1. <u>Le changement de stratégie des années 90</u>	p
33.2. <u>L'Iran et le mythe de l'Umma musulmane</u>	p
CONCLUSION	p
ANNEXE 1 : le chiisme dans le monde.....	p
ANNEXE 2 : les lignées imamites.....	p
ANNEXE 3 : organigramme du pouvoir iranien.....	p
ANNEXE 4 : les nouvelles élites irakiennes et leurs connections avec l'Iran.....	p
BIBLIOGRAPHIE	p